

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT FINANCIER

2019

RAPPORT ANNUEL AUX
GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

ISSN 1016-6211

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 25 JUIN 2020

Président

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, Afrique du Sud.

Secrétaire

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japon.

Membres

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscou, Fédération de Russie.
4. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexique.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid, Espagne.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, Chine.
7. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, Nice, France.
8. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentine.
9. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapour.
10. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre « Institute of Metrology », Kharkiv, Ukraine.
11. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
12. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, République de Corée.
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italie.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Berne-Wabern, Suisse.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Delft, Pays-Bas.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory (NPL), Teddington, Royaume-Uni.
17. A. STEELE, Conseil national de recherches Canada (CNRC), Ottawa, Canada.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Brünswick, Allemagne. *Vice-président.*

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2019**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2019
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 4 Stocks et travaux en cours
 - Note 5 Contributions des États Membres
 - Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Actifs financiers
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créditeurs courants
 - Note 12 Autres produits
 - Note 13 Services généraux
 - Note 14 Autres charges opérationnelles
 - Note 15 Dettes fournisseurs courantes
 - Note 16 Maintenance des bâtiments
 - Exécution du budget 2019
3. — Contributions payées en 2019
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2019
5. — Souscriptions payées en 2019
6. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2019
7. — Budget pour 2020
8. — Tableau de répartition de la dotation pour 2020
9. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2020
10. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2019
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière

État de la performance financière

État de variation de l'actif net

Tableau de flux de trésorerie

Notes relatives aux états financiers

Note 1	Informations générales
Note 2	Adoption des nouvelles règles comptables
Note 3	Principales règles comptables
Note 4	Estimations et jugements
Note 5	Contributions des États Membres
Note 6	Cotisations des membres du personnel du BIPM
Note 7	Pensions
Note 8	Provision pour pensions
Note 9	Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
Note 10	Autres créances
Note 11	Autres dettes
Note 12	Autres produits opérationnels
Note 13	Autres charges opérationnelles

11. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume

1. — AVANT-PROPOS

Dans le présent avant-propos du Rapport financier de 2019, j'ai le plaisir d'annoncer que les produits provenant des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés sont conformes aux prévisions et que l'on constate une légère réduction des dépenses grâce à un contrôle rigoureux des coûts.

Au cours de 2019, deux États ont accédé à la Convention du Mètre : l'Équateur qui était Associé depuis 2000 est devenu État Membre le 6 août 2019 et le Royaume du Maroc est devenu État Membre le 24 mai 2019. De ce fait, fin 2019, on comptait 61 États Parties à la Convention du Mètre (59 fin 2018) et 41 États et Entités économiques Associés à la CGPM (42 fin 2018).

Je suis heureux de pouvoir indiquer que les contributions restant dues s'élèvent à 2 160 milliers d'euros (1 958 milliers d'euros fin 2018). Il est à noter, en particulier, que les contributions de seulement trois États Membres restent dues pour l'année 2018. Ce bon résultat a été possible grâce aux efforts continus visant à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables du paiement des contributions au sein des gouvernements des États Membres. Les mêmes efforts ont été consacrés aux États et Entités économiques Associés concernant leur souscription.

Nous présentons de nouveau dans ce rapport l'indicateur financier EBITDA (*Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization* – résultat avant intérêt, impôts et amortissement) qui mesure la performance opérationnelle avant prise en compte des activités d'investissement. L'EBITDA s'élève à 2 852 milliers d'euros (alors qu'il était de 1 990 milliers d'euros à la fin de 2018), ce qui compense pleinement les 1 391 milliers d'euros de dotations aux amortissements.

Ces bons résultats sont le fruit d'un contrôle rigoureux des coûts en 2019. En particulier, les charges de personnel ont baissé de 2,4 % par rapport à 2018, du fait principalement de la réduction du nombre de détachés travaillant dans les laboratoires du BIPM (passant de 13 équivalents temps plein en 2018 à 10 en 2019). Les dépenses de fonctionnement sont revenues au niveau de 2017 après les dépenses supplémentaires de 2018 générées par la 26^e réunion de la CGPM.

Les investissements autres que ceux concernant les laboratoires ont légèrement augmenté en raison de l'installation d'un nouveau tableau général de basse tension, de l'achèvement du programme de rénovation de bureaux et de la mise en service d'un nouveau logiciel pour la KCDB. Les investissements concernant les laboratoires ont légèrement baissé suite à la planification de la dernière année du programme de travail de 4 ans. Les dépenses totales d'investissement sont tombées en deçà de la moyenne à long terme.

L'état de la performance financière montre qu'en tenant compte de l'ensemble des transactions financières, le résultat net pour 2019 se solde par une perte de 1 420 milliers d'euros (contre un profit de 901 milliers d'euros fin 2018). Deux raisons principales expliquent ce changement majeur. Premièrement, la provision pour assurance maladie qui avait baissé de 427 milliers d'euros en 2018 a augmenté de 1 547 milliers d'euros en 2019. (Il est à rappeler que cette charge enregistrée dans le compte de résultat est requise chaque année pour la variation annuelle de cette provision bien qu'elle représente seulement un passif qui n'est pas réalisé tant que le BIPM poursuit ses activités). Secondement, une perte de 1 331 milliers d'euros a été comptabilisée en raison de l'annulation des arriérés de la République islamique d'Iran conformément à la décision CIPM/108-33 qui a mis en œuvre la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 26^e réunion. (Voir Note 5 pour de plus amples explications).

Le flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles a été de 2 549 milliers d'euros, ce qui est similaire au flux de 2018 (2 419 millier d'euros) et reflète l'efficacité continue de la collecte des contributions et souscriptions. Les réserves ont augmenté de manière considérable pour atteindre 17 421 milliers d'euros (16 529 milliers d'euros en 2018), dont 14 677 milliers d'euros (13 099 milliers d'euros en 2018) mis en réserve à des fins non spécifiques (voir Note 9).

Les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont également inclus au présent rapport.

Les pensions servies s'élèvent à 3 162 milliers d'euros (soit une baisse de moins de 2 % par rapport à 2018) alors que les cotisations du personnel sont passées de 595 milliers d'euros (2018) à 667 milliers d'euros.

Le changement le plus significatif est l'augmentation du passif qui atteint 136 millions d'euros (115 millions d'euros en 2018). Cela est dû à une baisse substantielle du taux d'actualisation utilisé, qui est de 0,8 % (1,6 % en 2018), afin de refléter les conditions du marché. La valeur des actifs a augmenté pour atteindre 18 276 milliers d'euros (16 869 milliers d'euros en 2018) du fait de la valeur croissante des parts de fonds communs de placements et obligations de la Caisse de retraite.

Une étude actuarielle exhaustive de la Caisse de retraite a été commandée et réalisée en 2019. Les résultats de cette étude seront examinés par la Commission consultative sur la Caisse de retraite et le CIPM en 2020.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2019

Exercice clos le 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces états financiers ont été arrêtés par le Directeur du BIPM le 29 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).



Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2019, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Paris La Défense, le 29 mai 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Actifs non courants			
Bâtiments	3	18 435	18 339
Équipements scientifiques et techniques	3	9 754	10 018
Immobilisations incorporelles	3	929	669
Autres immobilisations	3	1 116	1 255
Contributions des États Membres	5	785	1 583
Actifs financiers non courants	8	867	881
Actifs non courants		31 886	32 745
Actifs courants			
Stocks et travaux en cours	4	388	441
Contributions des États Membres	5	1 935	2 024
Souscriptions des Associés	6	393	348
Autres créances	7	428	601
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	17 421	16 529
Actifs courants		20 565	19 943
Total Actifs		52 451	52 688
Actif net			
Résultat de l'exercice		(1 420)	901
Variation de juste valeur		(45)	(38)
Autres réserves		32 343	31 442
Actif net		30 878	32 305
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	3	85	
Avantages du personnel non courants	10	17 891	16 535
Avances faites par les États Membres	5	1 385	1 385
Passifs non courants		19 361	17 920
Passifs courants			
Avantages du personnel courants	10	308	424
Avances faites par les États Membres	5	159	142
Dettes fournisseurs courantes	15	541	878
Autres créditeurs courants	11	1 204	1 019
Passifs courants		2 212	2 463
Total Passifs		21 573	20 383

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2019	2018
Produits opérationnels			
Contributions	5	12 379	12 290
Souscriptions	6	935	967
Autres produits	12	547	379
Total des produits opérationnels		13 861	13 636
Charges opérationnelles			
Personnel	10	6 157	6 302
Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite	10	1 547	(427)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 550	2 550
Services généraux	13	989	1 267
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		695	856
Maintenance des bâtiments	16	460	487
Autres charges opérationnelles	14	159	184
Réévaluation des actifs CGPM Résolution 5	5	1 331	
Total des charges opérationnelles		13 887	11 219
EBITDA		(26)	2 417
EBITDA corrigé de la variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite et réévaluation d'actifs			
		2 852	1 990
Amortissements et provisions	3	(1 391)	(1 502)
Résultat des activités opérationnelles		(1 417)	915
Charges financières		3	14
Résultat des activités ordinaires		(1 420)	901
Résultat de l'exercice		(1 420)	901

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	195	(127)	36 046
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(195)		195
Variation de juste valeur	0	(80)	
Résultat de l'exercice	(5 877)		
Solde au 31 décembre 2014	(5 877)	(207)	36 241
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 877		(5 877)
Variation de juste valeur		209	
Variation des autres réserves sur la période			(392)
Résultat de l'exercice	764		
Solde au 31 décembre 2015	764	2	29 970
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(764)		764
Variation de juste valeur		(12)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	551		
Solde au 31 décembre 2016	551	(10)	30 734
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(551)		551
Variation de juste valeur		(27)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	157		
Solde au 31 décembre 2017	157	(37)	31 285
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(157)		157
Variation de juste valeur		(1)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	901		
Solde au 31 décembre 2018	901	(38)	31 442
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(901)		901
Variation de juste valeur		(7)	
Variation des autres réserves sur la période			
Résultat de l'exercice	(1 420)		
Solde au 31 décembre 2019	(1 420)	(45)	32 343

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2019	2018
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		12 107	13 059
Souscriptions		905	800
Remboursement de TVA		727	430
Autres recettes		601	430
Personnel		(6 458)	(6 420)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 550)	(2 550)
Fournisseurs		(2 780)	(3 327)
Autres dépenses			0
Frais financiers		(3)	(3)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		2 549	2 419
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 649)	(1 029)
Recettes de ventes d'immobilisations			0
Transfert d'actifs financiers		(8)	(10)
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 657)	(1 039)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		16 529	15 149
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	17 421	16 529

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La mission et le rôle du BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 61 au 26 août 2019, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

La mission du BIPM est de travailler au niveau international avec les laboratoires nationaux de métrologie de ses États Membres, les organisations régionales de métrologie, ainsi que ses partenaires stratégiques, et de tirer parti de son statut d'organisation internationale et impartiale pour promouvoir et faire avancer la comparabilité mondiale des mesures pour :

- la découverte et l'innovation scientifique,
- la production industrielle et le commerce international,
- l'amélioration de la qualité de vie et la préservation de l'environnement.

Les objectifs du BIPM, tels que fixés dans la Résolution 3 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) à sa 26^e réunion (2018), sont les suivants :

- représenter la communauté métrologique internationale afin d'en maximiser la reconnaissance et l'impact,
- être un centre de collaboration scientifique et technique entre les États Membres, leur permettant de développer des aptitudes pour les comparaisons internationales de mesure, sur le principe des frais partagés,
- coordonner le système mondial de mesure, en garantissant la comparabilité et la reconnaissance au niveau international des résultats de mesures.

La mission et les objectifs du BIPM sont étayés par son travail dans les domaines suivants :

- le renforcement des capacités, avec pour objectif de parvenir à un équilibre global des aptitudes métrologiques des États Membres,
- le transfert de connaissances, qui permet de garantir que le travail du BIPM a le plus grand impact possible.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct.

Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé trimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Événements postérieurs à la clôture

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et le 29 mai 2020, date d'arrêté des comptes, est intervenue la crise sanitaire liée au virus covid-19 qui a créé une situation incertaine.

Le BIPM a pris l'ensemble des mesures nécessaires à la poursuite de ses activités essentielles tout en préservant ses employés.

Toutefois, les conséquences de cette pandémie et notamment les mesures de confinement évolutives en France sont susceptibles de provoquer un ralentissement de l'activité ou de perturber certains processus.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2019 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles et pour certains instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale* », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période

mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la *NOTIFICATION* suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision prise par le CIPM lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible est applicable depuis 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 a été utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions a pris effet en 2013. Une telle augmentation n'est pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

En octobre 2017, le CIPM a décidé (Décision CIPM/106-20), lorsqu'il considère s'il est approprié pour un État Associé à la CGPM d'être encouragé à accéder à la Convention du Mètre et devenir État Membre, de prendre en considération, en plus des critères qu'il avait précédemment adoptés, un pourcentage supérieur à 0,02 dans le « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies ».

Lorsque cette décision a été prise, certains États dont le pourcentage était inférieur à 0,02 étaient déjà soumis au mécanisme d'augmentation progressive de leur souscription (six États Associés versaient une souscription augmentée et trois autres devaient voir leur souscription augmenter en 2018). Afin de remédier à cette situation, la Décision CIPM/106-21 a été prise :

« Le CIPM décide qu'un État Associé à la CGPM qui ne remplit pas les critères fixés dans la Décision CIPM/106-20, qui a déjà été encouragé à accéder à la Convention du Mètre et qui par conséquent paye une souscription qui a été augmentée, verra sa souscription réduite au montant minimum fixé pour un État Associé. La réduction entrera en vigueur en 2018 et ne sera pas rétroactive. »

Par conséquent, à compter de 2018, la souscription annuelle de six Associés (la Jamaïque, l'Albanie, la Macédoine, la République de Moldova, la Géorgie et le Paraguay) a été réduite au montant minimum fixé pour un Associé, à savoir 11 980 euros. La souscription annuelle des trois États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre (la Bolivie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine) qui aurait dû être augmentée à compter de 2018 est demeurée au minimum fixé.

Le CIPM a demandé au personnel du BIPM (Décision CIPM/106-22) de travailler avec tout Associé concerné par la Décision CIPM/106-21 et en situation d'arriérés afin de conclure un accord de rééchelonnement. Un tel accord a été conclu avec un État Associé (la Jamaïque) ; il est en cours de mise en œuvre.

Après la mise en œuvre des décisions CIPM/106-20 et CIPM/106-21, la liste actuelle des États Associés encouragés à accéder à la Convention du Mètre et versant une souscription augmentée compte neuf États (le Bélarus, le Costa Rica, Cuba, la Lettonie, le Panama, le Viet Nam, l'Estonie, le Pérou et les Philippines).

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés prorata temporis, par référence au principal encourus et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,

- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964, rebaptisé le bâtiment Marie Curie,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les trente ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui sont réévalués tous les douze ans.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comportent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation tous les trente ans par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée dans l'État de la performance financière.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent des placements en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Fonds de Réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2017, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devait représenter 50% du montant total de la dotation de l'exercice à venir ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'Investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'Investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de Réserve au Fonds d'Investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et Associés et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite (voir Note 10).

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service

ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Les prêts sociaux, de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, sont présentés en Prêts sociaux au personnel dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;
- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;

- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 3 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons	Equipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel et mobilier de bureau	Matériel informatique	Actifs historiques	Equipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2018	1 498	8 240	12 769	1 054	165	861	1 530	485	2 055	28 657	23 393	52 050
Amortissements cumulés	(1 047)	(3 749)	(8 911)	(801)	(153)	(556)	(1 216)	0	0	(16 433)	(4 882)	(21 315)
Valeur nette comptable au 01/01/2018	451	4 491	3 858	253	12	304	314	485	2 055	12 223	18 512	30 735
Acquisitions	277	246	694	12	0	28	76	0	204	1 537	270	1 807
Cessions – valeurs brutes	(64)	(305)	(815)	(40)	(54)	(125)	(659)	0	(584)	(2 646)	0	(2 646)
Amortissement Cessions – amortissements cumulés	(59)	(115)	(660)	(45)	(4)	(36)	(141)	0	0	(1 060)	(442)	(1 502)
	64	240	709	39	54	123	657	0	0	1 886	0	1 886
Valeur nette comptable au 31/12/2018	669	4 557	3 786	219	8	294	247	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Valeur brute au 01/01/2019	1 711	8 181	12 648	1 026	111	764	947	485	1 675	27 548	23 663	51 211
Amortissements cumulés	(1 042)	(3 625)	(8 861)	(807)	(103)	(469)	(700)	0	0	(15 607)	(5 324)	(20 931)
Valeur nette comptable au 01/01/2019	669	4 557	3 786	219	8	294	247	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Acquisitions	367	40	302	18	0	10	36	0	153	926	411	1 337
Cessions – valeurs brutes	(602)	(724)	(438)	0	0	(20)	(14)	0	(38)	(1 836)	(49)	(1 885)
Amortissement Cessions – amortissements cumulés	(107)	(106)	(599)	(47)	(3)	(36)	(115)	0	0	(1 013)	(294)	(1 307)
	602	712	434	0	0	18	14	0	0	1 780	28	1 808
Valeur nette comptable au 31/12/2019	929	4 479	3 486	191	5	266	168	485	1 790	11 799	18 435	30 234
Valeur brute au 31/12/2019	1 476	7 497	12 512	1 044	111	754	969	485	1 790	26 638	24 025	50 663
Amortissements cumulés	(547)	(3 018)	(9 026)	(854)	(106)	(487)	(801)	0	0	(14 840)	(5 590)	(20 430)

Un inventaire des biens non historiques du BIPM a été réalisé au 31 décembre 2018. Il a conduit à la mise au rebut d'une partie des immobilisations. Certains biens n'étant pas totalement amortis au 31 décembre 2018, cet inventaire a un impact négatif de 175 milliers d'euros sur la performance financière de l'année 2018.

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

Immobilisations corporelles

Depuis 2016, le BIPM a fixé un seuil minimum en-dessous duquel les acquisitions ne sont pas immobilisées mais comptabilisées en charges.

Étalons et équipements scientifiques

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent à 166 milliers d'euros en 2018 et à 153 milliers d'euros en 2019.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose, au 31 décembre 2019, de 20 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Suite à diverses investigations auprès des autorités et de prestataires habilités au démontage et à l'enlèvement de ces sources, une provision pour charges a été constatée au 31 décembre 2019 pour 85 milliers d'euros. Ce montant a été déterminé en fonction des devis ou factures des différents prestataires pour les sources pour lesquelles ils ont été consultés. Il ne tient pas compte des frais liés au démontage ou à l'enlèvement des sources pour lesquelles aucun devis n'a été obtenu.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernent essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 1 511 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 1 664 au 31 décembre 2019.

Bâtiments

En 2019, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- le remplacement du Tableau Général de Basse Tension (TGBT),
- la rénovation et l'installation d'un système de climatisation dans la Salle 3 de l'Observatoire pour la nouvelle Cage de Faraday,
- la rénovation de bureaux et laboratoires dans le bâtiment Marie Curie,
- le remplacement à l'identique du portail motorisé de l'entrée principale,
- et la création d'un espace pour le personnel dans le cadre d'activités culturelles et de loisir au Petit Pavillon.

En 2018, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la migration du système de détection d'incendie avec remplacement de toute la partie détection et rajout de déclencheurs manuels dans chaque bâtiment,
- la création d'un espace d'exposition pour les instruments historiques du BIPM au Pavillon du Mail,
- l'aménagement d'un espace cafétéria au Pavillon de Breteuil,
- le remplacement des pavés devant le Nouveau Pavillon,
- et la réfection du quai de livraison devant l'Observatoire.

Note 4 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	233	233
Accessoires pour prototypes	16	18
Travaux en cours	139	190
Autres	0	0
Total des stocks et travaux en cours	388	441

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2019	2018
Au 1^{er} janvier	441	358
Mouvement de l'exercice	(53)	84
Au 31 décembre	388	441

En 2017, les matières premières, essentiellement de l'or (3,2 kg) et du platine iridié (2,2 kg), qui étaient sous une forme non directement exploitable par le BIPM, ont été échangées contre une barre de platine iridié destiné à produire des nouveaux prototypes de masse. Cette transaction avec Johnson Matthey a été faite à un coût quasiment nul pour le BIPM. En conséquence, au 31 décembre 2017, les stocks de matières premières de platine iridié ont été évalués à la valeur nette de réalisation, c'est-à-dire au prix de vente net utilisé en 2017 pour la transaction avec Johnson Matthey, qui était inférieur au coût d'achat.

Note 5 Contributions des États Membres

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Contributions	12 322	12 290
Adhésion Etat Membre	56	
Total	12 379	12 290

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2019 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2019 car le Maroc et l'Equateur sont devenus États Membres respectivement le 24 mai 2019 et le 6 août 2019. L'Equateur était un États Associés à la CGPM jusqu'en 2018. Le Maroc a versé une contribution d'entrée de 56 milliers d'euros.

Le montant total des contributions comptabilisé en 2018 était supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2018 car le Monténégro et l'Ukraine étaient devenus États Membres respectivement le 28 mars 2018 et le 17 octobre 2018. Ces États étaient des États Associés à la CGPM jusqu'en 2017.

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

	31 décembre 2018 (part non courante)	31 décembre 2018 (part courante)	31 décembre 2018 Total Valeur actualisée	31 décembre 2018 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran	1 023	66	1 089	1 089
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres		1 958	1 958	1 958
Total des Contributions des États Membres	1 583	2 024	3 607	3 607

	31 décembre 2019 (part non courante)	31 décembre 2019 (part courante)	31 décembre 2019 Total Valeur actualisée	31 décembre 2019 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République islamique d'Iran				
République bolivarienne du Venezuela	560		560	560
Autres États Membres	225	1 935	2 160	2 160
Total des Contributions des États Membres	785	1 935	2 720	2 720

Le total des Contributions restant dues est le suivant :

Contributions des autres États Membres (part courante)	1 935
Versement du Cameroun en 2014 alors que le pays avait été exclu	14
Contributions restant dues	1 949

Au passif, le détail des Avances faites par les autres États Membres est présenté ci-après :

	31 décembre 2018 (part non courante)	31 décembre 2018 (part courante)	31 décembre 2018 Total Valeur actualisée	31 décembre 2018 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		142	142	142
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	142	1 526	1 526

	31 décembre 2019 (part non courante)	31 décembre 2019 (part courante)	31 décembre 2019 Total Valeur actualisée	31 décembre 2019 Total Valeur nominale
(en milliers d'euros)				
République bolivarienne du Venezuela		160	160	160
République islamique d'Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total des Avances faites par les États Membres	1 385	160	1 545	1 545

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun (exclue le 22 octobre 2012), à la République populaire démocratique de Corée (exclue le 22 octobre 2012), à la République dominicaine (exclue le 31 décembre 2014), à la République islamique d'Iran et à la République Bolivarienne du Venezuela.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élevaient à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes en 2012. Les Avances qui leur avaient été faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août 2012 pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros. Toutefois la République dominicaine n'a pas payé les montants convenus et a été automatiquement exclue le 31 décembre 2014. Sa Contribution restant due de 1 204 milliers d'euros a été comptabilisée en pertes en 2014 et les Avances qui lui avaient été faites par les autres États Membres de 1 155 milliers d'euros ont été décomptabilisées en 2014. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels. En ce qui concerne la République islamique d'Iran, un amendement à l'accord de rééchelonnement a été signé le 14 novembre 2014. Afin de permettre à la CGPM d'examiner dûment la situation de la République islamique d'Iran lors de sa 26^e réunion, le CIPM a décidé de geler de façon provisoire les effets de l'accord de rééchelonnement conclu en 2012 par voie d'un avenant qui requiert, entre autres, que la République islamique d'Iran maintienne la continuité dans le paiement de sa contribution d'État Membre dans le courant de l'année concernée. Les montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement, qui s'élèvent à 337 milliers d'euros ont été conservées en fonds bloqués (voir note 9).

Lors de sa 26^e réunion en 2018, la CGPM a décidé, le 14 novembre 2018, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela :

- la CGPM prend note de la recommandation du CIPM formulée dans la Décision CIPM/107-05 de juin 2018. La CGPM entérine cette recommandation et décide, au vu de la persistance de l'État à ne pas exécuter ses obligations financières, d'exclure la République bolivarienne du Venezuela en tant qu'État Partie à la Convention du Mètre avec effet immédiat.

La CGPM, dans sa Résolution 5 adoptée à sa 26e réunion (2018), a décidé que le CIPM appliquera l'article 6 alinéa 8 du Règlement annexé et qu'il traitera des cas où la pratique historique a conduit à l'accumulation d'arriérés. Conformément à cette résolution, le CIPM décide que le BIPM doit informer les États qui ont été précédemment notifiés de l'accumulation d'arriérés au-delà de six années que les montants dus sont ceux équivalant aux six premières années d'arriérés.

Le CIPM décide que les montants versés par ces États qui constituent les arriérés accumulés au-delà de six années peuvent être pris en considération lors du calcul de leur contribution, et de leur contribution d'entrée, lorsqu'ils participent de nouveau aux activités de la Convention du Mètre.

Cette décision ne porte pas sur les avances associées faites par les États Membres, cette question devant être examinée séparément par le CIPM dans le cadre de la Résolution 5.

Dans la mesure où l'Iran était en défaut paiement depuis 1976, le respect de l'article 6 alinéa 8 du Règlement annexé à la Convention du Mètre aurait dû conduire à l'exclusion de ce dernier en 1983. Cependant, la pratique historique a conduit à l'accumulation d'arriérés indus pour 1 336 milliers d'euros sur la période 1983 – 2011.

Ainsi, suite à la décision du CIPM d'Octobre 2019, les arriérés indus afférents à la période 1983 – 2011 ont été annulés par la comptabilisation d'une perte sur créance irrécouvrable des créances de l'Iran au titre des contributions 1983 - 2011 pour un montant total de 1 331 milliers d'euros (Réévaluation des actifs dans le cadre de la Résolution 5).

Note 6 Souscriptions des États et Entités économiques associées

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Souscriptions des Associés	935	967

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2019 est inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2018. L'Equateur est devenu État Membre et n'est donc plus un État Associé à la CGPM en 2019.

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2018 était inférieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2018. Le Koweït et l'Ouzbékistan étaient respectivement devenus Associés à la CGPM le 23 mars 2018 et le 13 juillet 2018. Le Monténégro et l'Ukraine étaient devenus États Membres et n'étaient donc plus des États Associés à la CGPM en 2018. Le Yémen avait été exclu au 1^{er} janvier 2018 et cette exclusion lui avait été notifiée en date du 17 mai 2017.

À l'actif, le détail des Souscriptions des États et Entités économiques associées restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018 (part non courante)	31 décembre 2018 (part courante)	31 décembre 2018 Total Valeur nominale
Autres États Associés	0	348	348
Total des Souscriptions des États Associés	0	348	348

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019 (part non courante)	31 décembre 2019 (part courante)	31 décembre 2019 Total Valeur nominale
Autres États Associés	0	393	393
Total des Souscriptions des États Associés	0	393	393

Le total des Souscriptions restant dues est le suivant :

Souscriptions des autres États Associés (part courante)	393
Souscriptions restant dues	393

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Créance de TVA	201	392
Charges constatées d'avance	201	193
Autres créances	26	16
Total des Autres créances	428	601

Note 8 Actifs financiers

Le détail de la juste valeur des actifs financiers est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Créances CPS	34	50
Obligations (part courante)	0	0
Obligations (part non courante)	833	831
Total	867	881

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total 31 décembre 2019
Trésorerie	795	923	29		1 747
Équivalents de trésorerie	15 579	95			15 674
Total	16 374	1 018	29		17 421

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	Autres	Total 31 décembre 2018
Trésorerie	974	806	71	0	1 851
Équivalents de trésorerie	14 588	90		0	14 678
Total	15 562	896	71	0	16 529

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	296	392
Factures non parvenues au 31 décembre	143	144
Fournisseurs à payer	541	878
Dettes - Prestations liées au personnel	301	420
Créditeurs divers	276	258
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	849	678
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	95	81
Paiement de la République islamique d'Iran – montants dus au titre de 2013 et 2014 conformément à l'accord de rééchelonnement	0	337
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	242
Caisse des prêts sociaux	0	0
Fonds de Réserve	8 711	8 265
Fonds non réservés (ex-Fond d'Investissement)	5 966	4 834
Total	17 421	16 529

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2019	2018
Traitements	4 678	4 606
Allocations familiales et sociales	1 014	1 114
Charges sociales	358	346
Charges de personnel courantes	6 050	6 066
Production immobilisée de l'exercice	(153)	(166)
Charges de personnel opérationnelles	5 897	5 900
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	260	402
Variation de la provision pour assurance maladie	1 508	(441)
Variation de la provision pour indemnité de départ à la retraite	39	13
Total des charges de personnel	7 464	5 874

Effectifs

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	66	65
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	5	7
Personnel en détachement au BIPM	6	9
Total des effectifs	77	81

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 550 milliers d'euros en 2019 et 2 550 milliers d'euros en 2018.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Provision pour congés annuels	296	392
Provision pour indemnité de départ à la retraite	7	4
Autres avantages du personnel courants	5	28
Total des avantages du personnel courants	308	424

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Provision pour indemnité de départ à la retraite	336	300
Provision pour assurance maladie	17 555	16 235
Total des avantages du personnel non courants	17 891	16 535

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans la Variation de la provision pour assurance maladie et indemnité de départ à la retraite.

Provision pour assurance maladie

En 2014, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au minimum tous les cinq ans, la précédente révision ayant eu lieu en 2009. Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	17 555	16 235
Provision pour assurance maladie	17 555	16 235

Dans l'État de la performance financière

Coût des services rendus	701	701
Intérêts sur l'obligation	254	215
(Gains) pertes actuariels	553	(1 357)
Variation de la provision pour assurance maladie	1 508	(441)

Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)

Taux d'actualisation à la clôture (Indice Iboxx corporates AA 10+)	0,8 %	1,6 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	2,02 %	2,43 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur la provision pour assurance maladie	5 679	(4 155)

Note 11 Autres créiteurs courants

Le détail des Autres créiteurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	849	678
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	95	81
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	0
Autres	260	260
Total des Autres créiteurs courants	1 204	1 019

Note 12 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	136	143
Produits d'intérêt	17	16
Dons	205	165
Frais d'inscription réunions	25	5
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Vente de prototypes	56	19
Désactualisation financière	0	0
Produits d'écart de change	50	6
Autres	58	25
Total des autres produits	547	379

Dons

Le BIPM a reçu un don en 2017, 2018 et 2019 pour la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 52 milliers d'euros, 45 milliers d'euros et 53 milliers d'euros respectivement.

En 2019, il a en complément perçu un don de 56 milliers d'euros de la part du NPL (Royaume-Uni) dans le cadre du programme Clean Air CBKT. Dans le cadre de ce même programme, il a perçu un don de 27 milliers d'euros de la part de PTB (Allemagne) et un don de 76 milliers d'euros de la part du NIST (États-Unis).

Enfin il a aussi perçu en 2018 un don de 41 milliers d'euros (30 750 pour 2018 et 10 250 pour 2019) de la part du AQSIQ (Chine) dans le cadre d'un détachement d'un membre du personnel du NIM (Chine).

Vente de prototypes

Le BIPM a livré 1 prototype au SNSU-BSN (Indonésie) en 2019.

Note 13 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	286	283
Assurances	39	42
Publications	8	68
Frais de bureau	149	144
Frais de réunions	175	364
Capacity Building Knowledge Transfer Program	52	31
Voyages et transport de matériel	240	261
Bibliothèque	27	29
Bureau du Comité	13	45
Total des services généraux	989	1 267

En 2019, les frais de réunions ont été moins élevés qu'en 2018. L'augmentation des frais de réunion en 2018 s'explique notamment par la tenue de la 26^e réunion de Conférence générale des poids et mesures en novembre 2018.

Note 14 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	53	(84)
Platine iridié	0	0
Audit/revue	66	46
Variation de juste valeur des actifs financiers	0	0
Désactualisation financière	0	0
Charges d'écarts de change	1	10
Valeur nette des immobilisations mises au rebut ou cédées	39	175
Autres	0	37
Total des autres charges opérationnelles	159	184

Note 15 Dettes fournisseurs courantes

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fournisseurs français	513	843
Fournisseurs étrangers	28	35
Total des Dettes fournisseurs	541	878

Les factures des fournisseurs sont enregistrées à leur date d'émission et concernent tous les fournisseurs autres que les employés du BIPM.

Les montants négatifs correspondent à des avoirs qui devront être remboursés au BIPM par les fournisseurs ou à des acomptes versés en 2019 sur des livraisons ou des prestations qui auront lieu en 2020.

Note 16 Maintenance des bâtiments

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Contrats de services	301	303
Autres dépenses	159	184
Total Maintenance des bâtiments	460	487

EXÉCUTION DU BUDGET 2019

(en milliers d'euros)	Montants réalisés 2019	Budget 2019	Différence
	A	B	A-B
PRODUITS/REVENUE			
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 379	11 980	399
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	935	1 251	(316)
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	17	50	(33)
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	394	55	339
5. <i>Metrologia</i>	136	120	16
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 861	13 456	405
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 310	6 750	(440)
A.5 Fournisseurs sous contrats /Contract suppliers	301	312	(11)
	6 611	7 062	(451)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550	2 550	
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	325		
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	141		
C.3 Bibliothèque/ <i>Library</i>	27		
C.4 Informatique/ <i>IT</i>	107		
C.5 Plateforme informatique ILC/ <i>ILC IT Platform</i>	13		
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	159		
	772	838	(66)
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	17		
D.2 Frais de réunion / Cost of meetings	175		
D.3 Voyages / <i>Travels</i>	59		
	251	261	(10)
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	399		
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	47		
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	121		
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	71		
	638	615	18
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	723	855	(132)
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique / <i>IT capital</i>	2		
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	416		
	418	648	(230)
H. Divers/Miscellaneous	172	486	(314)
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	12 135	13 315	(1 180)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 726	141	1 590

Le budget de l'année 2019 a été voté par le CIPM en juin 2018 et révisé en juin 2019. Il incluait un total de dépenses pour 2019 d'un montant de 13 315 milliers d'euros et un total de produits de 13 456 milliers d'euros.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change, de désactualisation financière et des variations de juste valeur.

Dépenses

Le montant des dépenses correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- de la désactualisation financière,
- des variations de juste valeur,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

Charges

Le montant des charges correspond aux dépenses :

- moins les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice,
- plus les amortissements.

L'exécution du budget de l'année 2019 fait ressortir un résultat net de 1 726 milliers d'euros.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2019 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2017	2018	2019	2020
Afrique du Sud / South Africa	31/05/2019			56 306	
Allemagne / Germany	29/07/2019			901 925	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	08/11/2019			161 759	
Argentine / Argentina					
Australie / Australia	08/02/2019			329 911	
Autriche / Austria	25/11/2019				103 323
Belgique / Belgium	22/05/2019			124 934	
Brésil / Brazil	06/08/2019		543 168		
Bulgarie / Bulgaria	01/04/2019			56 306	
Canada	12/02/2019			407 548	
Chili / Chile					
Chine / China	06/08/2019			1 118 195	
Colombie / Colombia	09/04/2019			56 306	
Croatie / Croatia	04/03/2019			56 306	
Danemark / Denmark	19/02/2019			82 442	
Égypte / Egypt	03/12/2019		56 687		
Espagne / Spain	28/03/2019			344 875	
États-Unis d'Amérique / United States of America	03/01/2019		797 001		
États-Unis d'Amérique / United States of America	02/09/2019			339 274	
Fédération de Russie / Russian Federation	21/02/2019		238 381		
Fédération de Russie / Russian Federation	14/03/2019			347 500	
Fédération de Russie / Russian Federation	23/12/2019			43 500	
Finlande / Finland	20/03/2019			64 373	
France	06/05/2019			685 937	
Grèce / Greece	05/02/2019			66 490	
Hongrie / Hungary	30/01/2019			56 306	
Inde / India	12/04/2019			104 041	
Indonésie / Indonesia	27/05/2019			71 149	
Irak / Iraq	11/04/2019		28 955	24 898	
Irak / Iraq	09/09/2019			31 363	
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	16/10/2019		66 941	66 490	54 006
Irlande / Ireland	19/12/2019				56 981
Israël / Israel					
Italie / Italy	04/02/2019			529 099	
Japon / Japan	18/04/2019			1 130 912	
Kazakhstan	01/04/2019			56 306	
Kenya	07/02/2019			56 306	
Malaisie / Malaysia	20/06/2019			56 306	
Mexique / Mexico	27/11/2019			202 577	
Norvège / Norway	20/12/2019				108 424
Nouvelle-Zélande / New Zealand	03/05/2019			56 306	
Pakistan					
Pays-Bas / Netherlands	29/11/2019			209 212	
Pologne / Poland	30/12/2019				124 086
Portugal	27/12/2019				56 372
République de Corée / Republic of Korea	18/04/2019		29 291	258 551	
Roumanie / Romania	01/11/2019			56 306	
Royaume-Uni / United Kingdom	25/10/2019			630 035	
Serbie / Serbia	01/02/2019			56 306	
Singapour / Singapore	31/07/2019			63 102	
Slovaquie / Slovakia	18/12/2019				56 372
Suède / Sweden	25/02/2019			134 957	
Suisse / Switzerland	01/02/2019			160 932	
Tchéquie / Czechia	12/02/2019			56 306	
Thaïlande / Thailand	16/01/2019			56 306	
Tunisie / Tunisia	09/01/2019	56 687			
Turquie / Turkey	01/03/2019			143 709	
Uruguay	03/07/2019			56 306	
Total		56 687	1 760 425	9 567 974	559 564

Contributions		12 187 104	12 177 878	12 209 883
---------------	--	------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania	31/12/2019				56 372
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	07/02/2019			85 266	
Slovénie / Slovenia	16/12/2019				56 372
Monténégro / Montenegro	16/12/2019				56 372
Ukraine	20/05/2019			56 306	
Équateur / Ecuador	06/08/2019			51 339	
Équateur / Ecuador	22/11/2019			4 913	

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2019 (EUROS)

États membres / Member states	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2018	2019	DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
Afrique du Sud / South Africa			31/05/2019
Allemagne / Germany			29/07/2019
Arabie saoudite / Saudi Arabia			08/11/2019
Argentine / Argentina	126 775	125 922	
Australie / Australia			08/02/2019
Autriche / Austria			25/11/2019
Belgique / Belgium			22/05/2019
Brésil / Brazil		539 687	06/08/2019
Bulgarie / Bulgaria			01/04/2019
Canada		4 805	12/02/2019
Chili / Chile		56 326	
Chine / China			06/08/2019
Colombie			09/04/2019
Croatie / Croatia			04/03/2019
Danemark / Denmark			19/02/2019
Égypte / Egypt		56 306	03/12/2019
Espagne / Spain			28/03/2019
États-Unis d'Amérique / United States of America		791 638	02/09/2019
Fédération de Russie / Russian Federation		44 928	23/12/2019
Finlande / Finland			20/03/2019
France			06/05/2019
Grèce / Greece			05/02/2019
Hongrie / Hungary			30/01/2019
Inde / India			12/04/2019
Indonésie / Indonesia			27/05/2019
Irak / Iraq			09/09/2019
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)			16/10/2019
Irlande / Ireland			19/12/2019
Israël / Israel		60 702	
Italie / Italy			04/02/2019
Japon / Japan			18/04/2019
Kazakhstan			01/04/2019
Kenya			07/02/2019
Malaisie / Malaysia			20/06/2019
Mexique / Mexico			27/11/2019
Norvège / Norway			20/12/2019
Nouvelle-Zélande / New Zealand			03/05/2019
Pakistan	56 687	56 306	
Pays-Bas / Netherlands			29/11/2019
Pologne / Poland			30/12/2019
Portugal			27/12/2019
République de Corée / Republic of Korea		29 291	18/04/2019
Roumanie / Romania			01/11/2019
Royaume-Uni / United Kingdom			25/10/2019
Serbie / Serbia			01/02/2019
Singapour / Singapore			31/07/2019
Slovaquie / Slovakia			18/12/2019
Suède / Sweden			25/02/2019
Suisse / Switzerland			01/02/2019
Tchéquie / Czechia			12/02/2019
Thaïlande / Thailand			16/01/2019
Tunisie / Tunisia	56 687	56 306	09/01/2019
Turquie / Turkey			
Uruguay / Uruguay			03/07/2019
Total	240 157	1 822 218	

Contributions	12 177 878	12 209 883
---------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania			31/12/2019
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			07/02/2019
Slovénie / Slovenia			16/12/2019
Monténégro / Montenegro			16/12/2019
Ukraine			20/05/2019
Équateur / Ecuador			22/11/2019
Maroc / Morocco		112 612 *	

* Contribution d'entrée comprise/Included entrance contribution

5. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2019 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS				
		2017	2018	2019	2020	2021
Albanie / Albania	15/05/2019			11 975		
Azerbaïdjan / Azerbaijan						
Bangladesh	30/12/2019			11 980		
Bélarus / Belarus	05/06/2019			50 675		
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	14/02/2019			11 980	166	
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	25/03/2019			11 980		
Botswana	15/03/2019			11 980		
CARICOM						
Costa Rica	10/04/2019			50 675	5 631	
Cuba						
Équateur / Ecuador	09/04/2019		50 675			
Estonie / Estonia	30/01/2019			42 936		
Éthiopie / Ethiopia	28/03/2019			11 980		
Macédoine du Nord / North Macedonia	26/06/2019			11 980		
Géorgie / Georgia	08/02/2019			11 980		
Ghana	20/02/2019			11 980		
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)	25/02/2019			31 676		
Jamaïque / Jamaica	15/01/2019	8 446				
Jamaïque / Jamaica	18/02/2019	8 446				
Jamaïque / Jamaica	27/03/2019			11 980		
Jamaïque / Jamaica	17/09/2019	21 468				
Koweït / Kuwait	18/07/2019			40 221		
Lettonie / Latvia	04/12/2019				51 490	
Luxembourg	07/02/2019			11 980		
Malte / Malta	11/01/2019			11 980		
Maurice / Mauritius	14/02/2019			11 980		
Mongolie / Mongolia	29/04/2019			11 980		
Namibie / Namibia	23/05/2019		11 980			
Namibie / Namibia	05/07/2019			11 980		
Oman	15/04/2019			15 980		
Ouzbékistan / Uzbekistan	12/06/2019			11 980		
Panama						
Paraguay	24/06/2019				5 998	1 712
Pérou / Peru	22/08/2019			38 098		
Pérou / Peru	28/11/2019			6 289		
Philippines	11/06/2019			14 903	30 304	
Qatar	28/03/2019			38 040		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	16/10/2019	11 980	11 980	11 980		
République de Moldova / Republic of Moldova	21/05/2019			11 980		
Seychelles	27/09/2019		11 980			
Soudan / Sudan						
Sri Lanka						
Taipei chinois / Chinese Taipei	29/03/2019			53 454		
Tanzanie / Tanzania	15/04/2019			11 963		
Viet Nam	21/02/2019			50 675		
Zambie / Zambia	19/09/2019			11 980		
Zimbabwe						
Total		50 340	86 615	673 200	93 589	1 712

Souscriptions / Subscriptions		1 115 833	989 106	986 168		
-------------------------------	--	-----------	---------	---------	--	--

6. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2019 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS				DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
	2016	2017	2018	2019	
Albanie / Albania					15/05/2019
Azerbaïdjan / Azerbaijan			11 980	11 980	
Bangladesh					30/12/2019
Bélarus / Belarus					05/06/2019
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)					14/02/2019
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina					25/03/2019
Botswana					15/03/2019
CARICOM				8 060	
Costa Rica					10/04/2019
Cuba	19 879	50 675	50 675	50 675	
Équateur / Ecuador					05/07/2019
Estonie / Estonia					30/01/2019
Éthiopie / Ethiopia					28/03/2019
Géorgie / Georgia					08/02/2019
Ghana					20/02/2019
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)					25/02/2019
Jamaïque / Jamaica	21 468				17/09/2019
Koweït / Kuwait					18/07/2019
Lettonie / Latvia					04/12/2019
Luxembourg					07/02/2019
Macédoine du Nord / North Macedonia					26/06/2019
Malte / Malta					11/01/2019
Maurice / Mauritius					14/02/2019
Mongolie / Mongolia					29/04/2019
Namibie / Namibia					05/07/2019
Oman					15/04/2019
Ouzbékistan / Uzbekistan					12/06/2019
Panama		537	50 675	50 675	
Paraguay					24/06/2019
Pérou / Peru					28/11/2019
Philippines					11/06/2019
Qatar					28/03/2019
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic					16/10/2019
République de Moldova / Republic of Moldova					21/05/2019
Seychelles				11 980	27/09/2019
Soudan / Sudan				11 980	
Sri Lanka				11 980	
Taipei chinois / Chinese Taipei					29/03/2019
Tanzanie / Tanzania					15/04/2019
Viet Nam					21/02/2019
Zambie / Zambia					19/09/2019
Zimbabwe		11 980	11 980	11 980	
Total	41 347	63 192	125 310	169 311	
Souscriptions / Subscriptions	928 342	1 115 833	989 106	986 168	

7. — BUDGET POUR 2020

(en milliers d'euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	12 357
2. Accessions prévues /Projected accessions	398
3. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	629
4. Recettes diverses/Miscellaneous income	225
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 609
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	6 987
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	344
	7 331
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Bibliothèque/Library	
C.4 Informatique/IT	
C.5 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	
	887
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.3 CBKT	
D.4 Voyages/Travels	
	322
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	
	758
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	730
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	
	555
H. Divers/Miscellaneous	306
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 439
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	170

8. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2020

État Membre		Contribution pour 2019 selon barème 2016-2018/€	Contribution pour 2019 selon barème 2019-2021/€	Différence/€	Contribution pour 2020/€	Total dû pour 2020/€	Member State	
Afrique du Sud	*	0,272	56 306	-839	57 211	56 372	South Africa	
Allemagne		6,090	901 925	920 499	18 574	923 272	Germany	
Arabie saoudite		1,172	161 779	177 147	15 368	177 681	Saudi Arabia	
Argentine		0,915	125 922	138 302	12 379	138 718	Argentina	
Australie		2,210	329 911	334 040	4 129	335 046	Australia	
Autriche		0,677	101 641	102 328	687	102 636	Austria	
Belgique		0,821	124 934	124 094	-840	124 467	Belgium	
Bésil		2,948	539 687	445 588	-94 099	446 930	Brazil	
Bulgarie	*	0,046	56 306	55 467	-839	57 211	Bulgaria	
Canada		2,734	412 353	413 242	889	414 487	Canada	
Chili		0,407	56 326	61 518	5 192	61 703	Chile	
Chine	*	12,005	1 118 195	1 108 629	-9 566	1 143 473	China	
Colombie	*	0,288	56 306	55 467	-839	57 211	Colombie	
Croatie	*	0,077	56 306	55 467	-839	57 211	Croatia	
Danemark		0,554	82 442	83 737	1 294	83 989	Denmark	
Égypte	*	0,186	56 306	55 467	-839	57 211	Egypt	
Émirats arabes unis		0,616	85 266	93 108	7 842	93 388	United Arab Emirates	
Espagne		2,146	344 875	324 366	-20 508	325 343	Spain	
États-Unis d'Amérique	*	22,000	1 130 912	1 108 629	-22 283	1 143 473	United States of America	
Fédération de Russie		2,405	435 928	363 514	-72 414	364 609	Russian Federation	
Finlande		0,421	64 373	63 634	-739	63 826	Finland	
France		4,427	685 937	669 138	-16 799	671 153	France	
Grèce	*	0,366	66 490	55 467	-11 023	57 211	Greece	
Hongrie	*	0,206	56 306	55 467	-839	57 211	Hungary	
Inde		0,834	104 041	126 059	22 017	126 438	India	
Indonésie		0,543	71 149	82 074	10 925	82 321	Indonesia	
Irak	*	0,129	56 306	55 467	-839	57 211	Iraq	
Iran (Rép. islamique d')		0,398	66 490	60 157	-6 333	60 339	Iran (Islamic Rep. Of)	
Irlande	*	0,371	56 306	56 076	-230	57 211	Ireland	
Israël		0,490	60 702	74 063	13 361	74 286	Israel	
Italie		3,307	529 099	499 851	-29 249	501 356	Italy	
Japon	*	8,564	1 130 912	1 108 629	-22 283	1 143 473	Japan	
Kazakhstan	*	0,178	56 306	55 467	-839	57 211	Kazakhstan	
Kenya	*	0,024	56 306	55 467	-839	57 211	Kenya	
Lituanie	*	0,071	56 306	55 467	-839	57 211	Lithuania	
Malaisie	*	0,341	56 306	55 467	-839	57 211	Malaysia	
Mexique		1,292	202 577	195 285	-7 292	195 873	Mexico	
Monténégro	*	0,004	56 306	55 467	-839	57 211	Montenegro	
Norvège		0,754	119 852	113 967	-5 885	114 310	Norway	
Nouvelle-Zélande	*	0,291	56 306	55 467	-839	57 211	New Zealand	
Pakistan	*	0,115	56 306	55 467	-839	57 211	Pakistan	
Pays-Bas		1,356	209 212	204 958	-4 253	205 576	Netherlands	
Pologne		0,802	118 723	121 222	2 499	121 587	Poland	
Portugal	*	0,350	56 306	55 467	-839	57 211	Portugal	
République de Corée		2,267	287 842	342 655	54 813	343 688	Republic of Korea	
Roumanie	*	0,198	56 306	55 467	-839	57 211	Romania	
Royaume-Uni		4,567	630 035	690 299	60 264	692 378	United Kingdom	
Serbie	*	0,028	56 306	55 467	-839	57 211	Serbia	
Singapour		0,485	63 102	73 307	10 205	73 528	Singapore	
Slovaquie	*	0,153	56 306	55 467	-839	57 211	Slovakia	
Slovénie	*	0,076	56 306	55 467	-839	57 211	Slovenia	
Suède		0,906	134 957	136 941	1 984	137 354	Sweden	
Suisse		1,151	160 932	173 973	13 041	174 497	Switzerland	
Tchéquie	*	0,311	56 306	55 467	-839	57 211	Czechia	
Thaïlande	*	0,307	56 306	55 467	-839	57 211	Thailand	
Tunisie	*	0,025	56 306	55 467	-839	57 211	Tunisia	
Turquie		1,371	143 709	207 226	63 516	207 850	Turkey	
Ukraine	*	0,057	56 306	55 467	-839	57 211	Ukraine	
Uruguay	*	0,087	56 306	55 467	-839	57 211	Uruguay	
Sous-total		96,192	12 209 883	12 184 941		12 356 526	12 331 584	Subtotal

États ayant adhéré après la 26e réunion de la CGPM

Équateur	*	0,080			57 211	57 211	Ecuador
Maroc	*	0,055			57 211	57 211	Morocco
Total					12 470 947	12 446 006	Total

*. État Membre au maximum ou au minimum de la contribution

9. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2020

Associé	UN Scale for 2019-2021	Subscription for		Difference/€	Subscription for 2020/€	Total due for 2020/€	Associate
		2019 on UN Scale for 2016-2018/€	2019 on UN Scale for 2019-2021/€				
Albanie	0.008	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Albania
Azerbaïdjan	0.049	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Azerbaijan
Bangladesh	0.010	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Bangladesh
Bélarus	# 0.049	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Belarus
Bolivie (État plurinational de)	0.016	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Bolivia (Plurinational State of)
Bosnie-Herzégovine	0.012	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Bosnia and Herzegovina
Botswana	0.014	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Botswana
Costa Rica	# 0.062	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Costa Rica
Cuba	# 0.080	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Cuba
Estonie	# 0.039	42 936	42 936	0	51 490	51 490	Estonia
Éthiopie	0.010	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Ethiopia
Géorgie	0.008	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Georgia
Ghana	0.015	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Ghana
Jamaïque	0.008	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Jamaica
Koweït	0.252	40 221	38 090	-2 131	38 204	36 073	Kuwait
Lettonie	# 0.047	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Latvia
Luxembourg	0.067	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Luxembourg
Macédoine du Nord	0.007	11 980	11 980	0	12 357	12 357	North Macedonia
Malte	0.017	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Malta
Maurice	0.011	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Mauritius
Mongolie	0.005	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Mongolia
Namibie	0.009	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Namibia
Oman	0.115	15 980	17 382	1 403	17 435	18 837	Oman
Ouzbékistan	0.032	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Uzbekistan
Panama	# 0.045	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Panama
Paraguay	0.016	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Paraguay
Pérou	# 0.152	44 387	45 135	749	51 490	52 238	Peru
Philippines	# 0.205	45 207	46 737	1 531	51 490	53 020	Philippines
Qatar	0.282	38 040	42 624	4 584	42 752	47 337	Qatar
République arabe syrienne	0.011	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Syrian Arab Republic
République de Moldova	0.003	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Republic of Moldova
Seychelles	0.002	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Seychelles
Soudan	0.010	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Sudan
Sri Lanka	0.044	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Sri Lanka
Tanzanie	0.010	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Tanzania
Viet Nam	# 0.077	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Viet Nam
Zambie	0.009	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Zambia
Zimbabwe	0.005	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Zimbabwe
Total	1.813	842 303	848 437	6 135	883 068	889 202	Total

Étités économiques Associées							Associate Economies	
CARICOM	*	0.062	8 060	9 371	1 311	9 399	10 710	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.326	31 676	49 275	17 598	49 423	67 021	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.530	53 454	80 109	26 655	80 350	107 006	Chinese Taipei
Total			93 190	138 755	45 565	139 173	184 738	Total

#. Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting

*. Sum of UN coefficients of eleven participating States.

**. Calculated from GDP data

10. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2019

Exercice clos le 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces états financiers ont été arrêtés par le directeur de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM le 29 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Caisse de retraite et de prévoyance Bureau international des poids et mesures
Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2019
29 mai 2020

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et prévoyance du BIPM au 31 décembre 2019, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les engagements de la Caisse en termes de pensions de retraite et de réversion et d'indemnités de départ à la retraite ont été calculés sur la base d'hypothèses conformes aux statuts et règlements de la caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement global de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 29 mai 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Actifs			
Actifs non courants			
Actifs du régime	9	16 246	14 813
Actifs non courants		16 246	14 813
Actifs courants			
Actifs du régime	9	0	888
Autres créances	10	10	11
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	2 020	1 157
Actifs courants		2 030	2 056
Total Actifs		18 276	16 869
Actif net			
Résultat de l'exercice		(21 321)	7 186
Variation de juste valeur		3 159	1 546
Autres réserves		(102 443)	(109 630)
Actif net		(120 605)	(100 898)
Passifs			
Passifs non courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	131 911	111 777
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	3 667	2 745
Passifs non courants		135 578	114 522
Passifs courants			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	3 159	3 154
Autres dettes	11	146	89
Passifs courants		3 305	3 243
Total Passifs		138 883	117 765

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2019	2018
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 550	2 550
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	667	595
Produits des placements	9	114	114
Autres produits opérationnels	12	211	32
Total des produits opérationnels		3 542	3 291
Charges opérationnelles			
Pensions	7	3 162	3 219
Variation de la provision pour pensions	8	21 412	(7 288)
Autres charges opérationnelles	13	175	174
Total des charges opérationnelles		24 749	(3 895)
Résultat des activités opérationnelles		(21 207)	7 186
Charges financières		(114)	0
Résultat des activités ordinaires		(21 321)	7 186
Résultat de l'exercice		(21 321)	7 186

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2014	10 897	1 627	(68 457)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(10 897)		10 897
Variation de juste valeur		50	
Résultat de l'exercice	(43 247)		
Solde au 31 décembre 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	43 247		(43 247)
Variation de juste valeur		341	
Résultat de l'exercice	9 062		
Solde au 31 décembre 2015	9 062	2 018	(100 807)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(9 062)		9 062
Variation de juste valeur		82	
Résultat de l'exercice	(18 200)		
Solde au 31 décembre 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	18 200		(18 200)
Variation de juste valeur		96	
Résultat de l'exercice	315		
Solde au 31 décembre 2017	315	2 196	(109 945)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(315)		315
Variation de juste valeur		(650)	
Résultat de l'exercice	7 186		
Solde au 31 décembre 2018	7 186	1 546	(109 630)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	(7 186)		7 186
Variation de juste valeur		1 613	
Résultat de l'exercice	(21 321)		
Solde au 31 décembre 2019	(21 321)	3 159	(102 444)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2019	2018
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 550	2 550
Cotisations des membres du personnel du BIPM		663	592
Pensions		(3 442)	(3 242)
Autres charges opérationnelles		(187)	(143)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(416)	(243)
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Sorties de trésorerie pour acheter de nouveaux actifs financiers		(514)	(1 687)
Recettes des actifs détenus jusqu'à échéance et de la vente d'actifs financiers		1 679	100
Produits des placements		114	114
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		1 279	(1 473)
Flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		863	(1 716)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 157	2 873
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	2 020	1 157

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Conférence générale des poids et mesures (CGPM) lors de sa 3^e réunion au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Conférence générale des poids et mesures lors de sa 10^e réunion, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;

- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et les contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du directeur du BIPM.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Événements postérieurs à la clôture

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et le 29 mai 2020, date d'arrêté des comptes, est intervenue la crise sanitaire liée au virus covid-19 qui a accru la volatilité des marchés financiers.

Toutefois, le portefeuille d'actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a connu une bonne résilience avec une baisse de sa valeur inférieure à 7 % au 30 avril 2020.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2019 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers).

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures qui ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro. Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations.

Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans une rubrique spécifique de l'Actif net. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. C'est pourquoi les fonds communs de placement sont classés en actifs financiers non courants.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est indiquée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe trois règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, le deuxième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010 et le troisième applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2017.

En 2014, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après sept années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2017 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 65^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur ou égal à 57 ans au 1^{er} janvier 2017 ;
- 66^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 52 ans et inférieur à 57 ans au 1^{er} janvier 2017;
- 67^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur à 52 ans au 1^{er} janvier 2017.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$N \times 0,019 \times S \times 1,085$.

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, le nombre d'années étant plafonné à 36,84.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 60 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 60 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 550 milliers d'euros en 2018 et 2 550 milliers d'euros en 2019.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires sont prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité. Le taux de cotisation s'élève à 11,5 % en 2017 ; 12,5 % en 2018 ; 13,5 % en 2019 et sera de 14,5 % en 2020 pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2017. Il est de 15 % pour les membres du personnel recrutés à compter du 1^{er} janvier 2017. Il était de 10 % pour tous les membres du personnel jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant des cotisations s'élève à 667 milliers d'euros en 2019 contre 595 milliers d'euros en 2018.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	48	46
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	23	24
Total des effectifs	71	70

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 3 219 milliers d'euros en 2018 et 3 162 milliers d'euros en 2019.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Pensions de retraite	54	56
Pensions de réversion	14	12
Pensions différées	7	7
Pensions d'orphelin	3	3
Allocations d'invalidité	1	1
Total du nombre de pensions servies	79	79

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
(en milliers d'euros)		
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part non courante)	64 949	60 707
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies (part courante)	3 159	3 154
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans) (part non courante)	66 962	51 070
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	135 070	114 931
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans) (non courante)	3 667	2 745
Provision pour pensions	138 737	117 676
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	4 018	4 326
Charge d'intérêt	1 832	1 582
Prestations payées	(3 511)	(3 215)
(Gains) pertes actuariels	18 722	(9 981)
Variation de la provision pour pensions	21 061	(7 288)
<i>Principales hypothèses actuarielles</i>		
<i>- Hypothèses économiques</i>		
Valeur du point	1,1971	1,1806
Taux d'actualisation (Indice Iboxx corporates AA 10+)	0,8 %	1,6 %
Augmentation annuelle de la masse salariale	1,5% + revalorisation du point du BIPM	1,5% + revalorisation du point du BIPM
Taux d'inflation (à long terme)	1,7 %	1,8 %
<i>- Hypothèses démographiques</i>		
Hypothèse de mortalité des pensionnés (Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite (voir note 3)	Retraite à taux plein sauf cas particulier	Retraite à taux plein sauf cas particulier
Type de départ	À l'initiative du membre du personnel	À l'initiative du membre du personnel
Retraite anticipée	Non	Non
Capital décès	Non	Non
Âge du conjoint	Âge communiqué par le BIPM	Âge communiqué par le BIPM
<i>- Hypothèses techniques</i>		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du point	Égale à celle du point
Périodicité de la rente	Mensuelle à terme échu	Mensuelle à terme échu
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée en 2013 est la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Les tables de mortalité utilisées depuis 2014 sont les tables de mortalité françaises, qui sont les tables réglementaires utilisées pour les femmes (TGF05) et les hommes (TGH05) en France par les compagnies d'assurance pour évaluer les annuités des contrats d'assurance vie. Le choix des tables de mortalité TGF/TGH05 se justifie par le fait que les membres du personnel habitent en France. Ils bénéficient de l'accès aux mêmes soins médicaux que la population française, vivent dans des conditions similaires, et devraient, par conséquent, avoir une espérance de vie similaire. Cette hypothèse est plus conservatrice et présente une situation dégradée par rapport aux résultats de 2013 qui utilisaient la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe (ICSLT 2008). Cette dernière fait apparaître une espérance de vie plus courte que les tables de mortalité françaises et est basée sur une plus petite population.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière.

- Au 31 décembre 2018 :

Si un taux d'actualisation à 1,35 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 123 991 milliers d'euros au lieu de 117 676 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2018 en utilisant un taux à 1,60 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,85 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 111 848 milliers d'euros.

- Au 31 décembre 2019 :

Si un taux d'actualisation à 0,55 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 146 765 milliers d'euros au lieu de 138 737 milliers d'euros tel qu'il a été estimé au 31 décembre 2019 en utilisant un taux à 0,80 %.

Au contraire, si un taux d'actualisation à 1,05 % avait été utilisé, le total des engagements aurait été de 131 355 milliers d'euros.

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2019	Total 31 décembre 2018
Trésorerie	1 998	1 135
Équivalents de trésorerie	22	22
Total	2 020	1 157

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2019	Total 31 décembre 2018
<i>Fonds communs de placement</i>		
<i>(actions)</i>		
- Europe	7 959	7 263
- États-Unis d'Amérique		
- Japon		
- Asie hors Japon	757	637
- Autres		
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	8 716	7 900
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro with largest holding 2 025 and 2029	7 530	7 801
<i>Total Obligations</i>	7 530	7 801
Total	16 246	15 701

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime classés en actifs courants / non courants est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2019	Total 31 décembre 2018
Obligations	7 530	6 913
Autres instruments financiers	8 716	7 900
Non courants	16 246	14 813
Obligations	0	888
Courants	0	888
Total	16 246	15 701

Le détail du portefeuille obligataire selon la durée est présenté ci-après :

	Total	Total
	31 décembre 2019	31 décembre 2018
(en milliers d'euros)	7 530	7 801
1-3 ans	2,70 %	13,99 %
4-5 ans	0,00 %	0,00 %
6-7 ans	50,06 %	31,66 %
8-10 ans	38,88 %	27,13 %
> 10 ans	8,36 %	27,21 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au	12 mois jusqu'au
	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fonds communs de placement (actions)		
Obligations	114	114
Équivalents de trésorerie	0	0
Trésorerie		
Total Produits des placements	114	114

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Produits à recevoir	10	11
Total des Autres créances	10	11

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Fournisseurs	81	24
Opérations avec le BIPM	65	65
Total des Autres dettes	146	89

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Variation de juste valeur	95	0
Plus-value de cession	94	32
Produits d'écarts de change	22	0
Total des Autres produits opérationnels	211	32

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2019	12 mois jusqu'au 31 décembre 2018
Charges d'écarts de change	0	5
Autres charges opérationnelles	174	170
Total des Autres charges opérationnelles	174	175

11. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

AQSIQ	General Administration of Quality Supervision, Inspection and Quarantine (Chine)
BIPM	Bureau international des poids et mesures
CARICOM	<i>Caribbean Community</i> / Communauté des Caraïbes
CBKT	<i>Capacity Building and Knowledge Transfer</i> / Renforcement des capacités et transfert des connaissances
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CPS	Caisse des prêts sociaux du BIPM
EBITDA	<i>Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization</i> / Résultat avant intérêt, impôts et amortissement
GBP	<i>British Pound</i> / Livre britannique
IAS	<i>International Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
ICSLT	<i>International Civil Servants Life Table</i> / Table de mortalité des fonctionnaires internationaux
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ILC	Département des relations internationales et de la communication
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> / Normes comptables internationales du secteur public
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCTLM	<i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i> / Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire
NIM	National Institute of Metrology (Chine)
NIST	<i>National Institute of Standards and Technology</i> (États-Unis d'Amérique)
NPL	<i>National Physical Laboratory</i> (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
ONU	Organisation des Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Allemagne)
SNSU-BSN	<i>National Measurement Standard - National Standardization Agency of Indonesia</i> (Indonésie)
TGF	Table par génération des femmes
TGH	Table par génération des hommes
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
USD	<i>US Dollar</i> / Dollar des États-Unis



The present report is presented in both French and English.

Please note, however, that the official version is the French report.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES
AS OF 25 JUNE 2020

President

1. W. LOUW, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Pretoria, South Africa.

Secretary

2. T. USUDA, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba, Japan.

Members

3. F. BULYGIN, Rosstandart, Moscow, Russian Federation.
4. I. CASTELAZO, Centro Nacional de Metrología (CENAM), Querétaro, Mexico.
5. D. DEL CAMPO MALDONADO, Centro Español de Metrología (CEM), Madrid, Spain.
6. Y. DUAN, National Institute of Metrology (NIM), Beijing, China.
7. N. DIMARCQ, Université Côte d'Azur, Nice, France.
8. H. LAIZ, Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), Buenos Aires, Argentina.
9. T. LIEW, National Metrology Centre (NMC), Singapore.
10. P. NEYEZHMAKOV, National Scientific Centre "Institute of Metrology", Kharkiv, Ukraine.
11. J. OLTHOFF, National Institute of Standards and Technology (NIST), Gaithersburg, United States of America. *Vice-president.*
12. S.-R. PARK, Korean Institute of Standards and Science (KRISS), Daejeon, Republic of Korea.
13. M.L. RASTELLO, National Institute of Metrological Research (INRIM), Turin, Italy.
14. P. RICHARD, Institut fédéral de métrologie (METAS), Bern-Wabern, Switzerland.
15. G. RIETVELD, Van Swinden Laboratorium (VSL), Delft, Netherlands.
16. M. SENÉ, National Physical Laboratory NPL), Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
17. A. STEELE, National Research Council Canada (NRC), Ottawa, Canada.
18. J. ULLRICH, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Braunschweig, Germany. *Vice-president.*

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2019**

1. — Foreword
2. — 2019 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Intangible and tangible assets
 - Note 4 Inventories and work in progress
 - Note 5 Member States contributions
 - Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Financial assets
 - Note 9 Cash and cash equivalent,
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current creditors
 - Note 12 Other income
 - Note 13 General services
 - Note 14 Other operating expenses
 - Note 15 Current payables
 - Note 16 Building maintenance
 - 2019 Budget outturn
3. — Contributions settled in 2019
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2019
5. — Subscriptions settled in 2019
6. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2019
7. — Budget for 2019
8. — Table of repartition of the dotation for 2020
9. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2020
10. — 2019 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

Note 1	General information
Note 2	Adoption of the new Accounting Standards
Note 3	Significant accounting policies
Note 4	Estimates and judgments
Note 5	Contributions from Member States
Note 6	Contributions from BIPM staff members
Note 7	Pensions
Note 8	Pension provision
Note 9	Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
Note 10	Other receivables
Note 11	Other debtors
Note 12	Other operating income
Note 13	Other operating expenses

11. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

In the foreword to this Financial Report for 2019 I am pleased to report that income has been received from Member States and Associate States as planned and that there has been a small reduction in costs as a result of careful financial controls.

During the year, two States acceded to the Metre Convention: Ecuador which had been an Associate since 2000, became a Member State on 6 August 2019, and The Kingdom of Morocco became a Member State on 24 May 2019. Hence, at the end of 2019, there were 61 States Party to the Metre Convention (from 59 at the end of 2018) and 41 Associate States and Economies of the CGPM (from 42 at the end of 2018).

I am pleased to report that outstanding contributions were 2 160 thousand Euros (from 1 958 thousand Euros at the end of 2018). In particular, contributions from only three of the Member States were outstanding for 2018. This good result is a consequence of the continuous efforts to maintain good links to the departments within the Governments of Member States that are responsible for the payments of Contributions. The same efforts have been made successfully with Associate Members and Economies relating to their subscriptions.

In this report, we again present the standard financial measure EBITDA (“Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization”), which measures the performance of the operations before allowing for investment spend. It is reported here as 2 852 thousand Euros (1 990 thousand Euros at the end of 2018). It more than supports the charges for depreciation and amortisation of 1 391 thousand Euros.

These good results for the year are the consequence of careful control of spending in 2019. In particular, total staff costs were down by 2.4 % compared with 2018 largely due to the reduction in the number of seconded staff working in the BIPM laboratories (down from 13 full-time equivalent in 2018 to 10 in 2019). Operating costs fell back to the level of 2017 following the additional cost in 2018 from the 26th meeting of the CGPM.

There was a small increase in non-laboratory investment due to the installation of a new high-voltage switch board, the completion of the programme of office renovations and the commissioning of new software for the KCDB. There was a small decrease in lab investment following the planning for the final year of the 4-year programme. Overall Investment fell below the long-term average.

The statement of financial performance shows that after allowing for all financial transactions, the net result for the period was a loss of 1 420 thousand Euros (a profit of 901 thousand Euros was reported at the end of 2018). There are two main reasons for this large change. Firstly, the provision for health care assurance which had decreased by 427 thousand Euros in 2018, increased by 1 547 thousand Euros in 2019. (We can recall that this charge to the profit and loss account is required for the change in this provision each year although it only represents a liability that would not be realised whilst the BIPM continues to operate). Secondly, a charge of 1 331 thousand Euros was made due to the write off of the arrears by the Islamic Republic of Iran following Decision CIPM/108-33 which implemented Resolution 5 of the 26th meeting of the CGPM. (This is explained further in Note 5).

The cash flow from operations was 2 549 thousand Euros which was similar to that in 2018 (2 419 thousand Euros) reflecting the continuing efficiency in the collection of Contributions and Subscriptions. There was a significant increase in the reserves to 17 421 thousand Euros (16 529 thousand Euros in 2018) of which 14 677 thousand Euros (13 099 thousand Euros in 2018) were not reserved for specific purposes (see Note 9).

This report also includes the Financial Report for the BIPM Pension Fund.

The pensions paid were 3 162 thousand Euros (a decrease of less than 2 % from 2018) whilst staff contributions increased from 595 thousand Euros (2018) to 667 thousand Euros.

The most significant change is that the liabilities have increased to 136 million Euros (from 115 million Euros in 2018). This is because of a substantial reduction in the discount rate used to reflect market conditions to 0.8 % (from 1.6 % in 2018). There was an increase in the value of the assets to 18 276 thousand Euros (from 16 869 thousand Euros in 2018) resulting from the increasing value of the mutual funds and bonds held by the Fund.

A full actuarial study of the Fund was commissioned and reported in 2019. The results will be reviewed by the Pension Fund Advisory Board and the CIPM in 2020.

2. — 2019 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2019 financial statements

Period ended December 31st, 2019

To the members of the International Committee of Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures for the period ended December 31st, 2019. These financial statements were approved by the Director of the BIPM on 29th may 2020 based on the information available at that date and in the evolving context of the Covid-19 pandemic.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2019, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).



Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2019, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Paris La Défense, May 29th, 2020

KPMG Audit
A division of KPMG S.A

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2019	31 December 2018
Non-current assets			
Buildings	3	18 435	18 339
Scientific equipment	3	9 754	10 018
Intangible assets	3	929	669
Other property, plant and equipment	3	1 116	1 255
Member States contributions	5	785	1 583
Non-current financial assets	8	867	881
Non-current assets		31 886	32 745
Current assets			
Inventories and work in progress	4	388	441
Member States contributions	5	1 935	2 024
Subscriptions of Associates	6	393	348
Other receivables	7	428	601
Cash and cash equivalent	9	17 421	16 529
Current assets		20 565	19 943
Total Assets		52 451	52 688
Net Assets			
Net result for the period		(1 420)	901
Change in fair value		(45)	(38)
Other reserves		32 343	31 442
Net Assets		30 878	32 305
Non-current liabilities			
Provisions for risks and charges	3	85	
Non-current employee benefits	10	17 891	16 535
Advances from Member States	5	1 385	1 385
Non-current liabilities		19 361	17 920
Current liabilities			
Current employee benefits	10	308	424
Advances from Member States	5	159	142
Current payables	15	541	878
Other current creditors	11	1 204	1 019
Current liabilities		2 212	2 463
Total Liabilities		21 573	20 383

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2019	2018
Operating revenue			
Contributions	5	12 379	12 290
Subscriptions	6	935	967
Other income	12	547	379
Total operating revenue		13 861	13 636
Operating expenses			
Staff	10	6 157	6 302
Change in health care and retirement indemnity provision	10	1 547	(427)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 550	2 550
General services	13	989	1 267
Laboratory operating expenses		695	856
Building maintenance	16	460	487
Other operating expenses	14	159	184
Asset revaluation CGPM Resolution 5	5	1 331	
Total operating expenses		13 887	11 219
EBITDA		(26)	2 417
EBITDA corrected for change in health care and retirement indemnity provision and asset revaluation		2 852	1 990
Depreciation and amortization	3	(1 391)	(1 502)
Result from operating activities		(1 417)	915
Financial expenses		3	14
Result from ordinary activities		(1 420)	901
Net result for the period		(1 420)	901

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	195	(127)	36 046
Allocation of prior period net result	(195)		195
Change in fair value	0	(80)	
Net result for the period	(5 877)		
Balance at 31 December 2014	(5 877)	(207)	36 241
Allocation of prior period net result	5 877		(5 877)
Change in fair value		209	
Change in other reserves for the period			(392)
Net result for the period	764		
Balance at 31 December 2015	764	2	29 970
Allocation of prior period net result	(764)		764
Change in fair value		(12)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	551		
Balance at 31 December 2016	551	(10)	30 734
Allocation of prior period net result	(551)		551
Change in fair value		(27)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	157		
Balance at 31 December 2017	157	(37)	31 285
Allocation of prior period net result	(157)		157
Change in fair value		(1)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	901		
Balance at 31 December 2018	901	(38)	31 442
Allocation of prior period net result	(901)		901
Change in fair value		(7)	
Change in other reserves for the period			
Net result for the period	(1 420)		
Balance at 31 December 2019	(1 420)	(45)	32 343

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2019	2018
Cash flows from operating activities			
Contributions		12 107	13 059
Subscriptions		905	800
VAT reimbursement		727	430
Other receipts		601	430
Staff		(6 458)	(6 420)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 550)	(2 550)
Suppliers		(2 780)	(3 327)
Other expenditure		0	0
Financial payments		(3)	(3)
Total cash flows from operating activities		2 549	2 419
Cash flows from investment activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 649)	(1 029)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	0
Transfer of financial assets		(8)	(10)
Total cash flows from investment activities		(1 657)	(1 039)
Cash flows from financing activities		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		892	1 380
Cash and cash equivalent at beginning of period		16 529	15 149
Cash and cash equivalent at end of period	9	17 421	16 529

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The mission and role of the BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 61 at 26 August 2019, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to work with the NMIs of its Member States, the RMOs and strategic partners world-wide and to use its international and impartial status to promote and advance the global comparability of measurements for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Improving the quality of life and sustaining the global environment.

The objectives of the BIPM are set out in Resolution 3 of the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures (CGPM). They are to:

- represent the world-wide measurement community, aiming to maximize its uptake and impact,
- be a centre for scientific and technical collaboration between Member States, providing capabilities for international measurement comparisons on a shared-cost basis,
- be the coordinator of the world-wide measurement system, ensuring it gives comparable and internationally accepted measurement results.

Fulfilling the BIPM mission and objectives is complemented by its work in:

- capacity building, which aims to achieve a global balance between the metrology capabilities in Member States,
- knowledge transfer, which ensures that the work of the BIPM has the greatest impact.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits from a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 3 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Post closing events

Between 31 December 2019 (closing date of the financial year) and 29 May 2020 (reporting date) the covid-19 health crisis started, which created an uncertain situation.

The BIPM took all the necessary measures to ensure the continuity of its essential activities, while protecting its employees.

However, the consequences of this pandemic, particularly the progressive confinement measures implemented in France, are likely to generate a slowdown of activities or disrupt some of the BIPM's business.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2019 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2019 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements).

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets and for financial instruments measured at fair value.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based upon the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of

Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where “x” is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organization, as for States Parties to the

Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase is applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 has been used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions became effective in 2013. Such increase does not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

In October 2017 the CIPM decided (Decision CIPM/106-20) that when considering whether it is appropriate for an Associate State of the CGPM to be encouraged to accede to the Metre Convention and hence become a Member State, the CIPM will take into account a percentage higher than 0.02 on the “Scale of assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations” in addition to the criteria that it had previously adopted.

When the decision was taken some States with a percentage less than 0.02 were already on the escalator (six Associate States were paying enhanced subscriptions and three others were due to make the first step in 2018). To address this situation Decision CIPM/106-21 was taken:

‘The CIPM decided that an Associate State of the CGPM that does not meet the criteria set in Decision CIPM/106-20 and that has already been encouraged to accede to the Metre Convention, and as a result is paying an increased subscription, shall have its subscription reduced to the minimum for an Associate State. The reduction will come into force in 2018 and will not be retroactive.’

Consequently, starting in 2018 the annual subscriptions of six Associate States (Jamaica, Albania, Macedonia, Moldova, Georgia and Paraguay) were reduced to the minimum for an Associate, i.e. to 11 980 euros. The annual subscriptions of three encouraged Associate States (Bolivia, Montenegro, Bosnia and Herzegovina) that would otherwise pay enhanced subscriptions starting from 2018, remained at the minimum.

The CIPM asked the BIPM staff (Decision CIPM/106-22) to work with any Associate State included in Decision CIPM/106-21 and that had arrears in order to establish a rescheduling agreement; such an agreement has been concluded and is being implemented with one Associate State (Jamaica).

Following the implementation of CIPM Decisions CIPM/106-20 and CIPM/106-21 the current list of Associate States encouraged to accede and paying enhanced subscriptions includes nine states (Belarus, Costa Rica, Cuba, Latvia, Panama, Viet Nam, Estonia, Peru and the Philippines).

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when it is acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are recognized as charges on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated as 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortized replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;

- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964, renamed the Marie Curie building,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every thirty years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be

measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every thirty years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the Statement of financial performance.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined (net of depreciation) had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is immediately recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortized cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Financial assets

Financial assets include investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Fair value adjustments are recognized in a separate component of net assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash in the bank, cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognized in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2017 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 50 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be in force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States and Associates. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision (see Note 10).

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

Social loans, from the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, are presented in Staff social loans on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortized cost.

Other non-current liabilities

Other non-current liabilities are recognized at amortized cost.

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate, etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 3 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards	Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equip. and furniture	IT	Heritage assets	Scientific equip. under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2018	1 498	8 240	12 769	1 054	165	861	1 530	485	2 055	28 657	23 393	52 050
Accumulated depreciation	(1 047)	(3 749)	(8 911)	(801)	(153)	(556)	(1 216)	0	0	(16 433)	(4 882)	(21 315)
Net value 01/01/2018	451	4 491	3 858	253	12	304	314	485	2 055	12 223	18 512	30 735
Additions	277	246	694	12	0	28	76	0	204	1 537	270	1 807
Disposals – gross value	(64)	(305)	(815)	(40)	(54)	(125)	(659)	0	(584)	(2 646)	0	(2 646)
Depreciation	(59)	(115)	(660)	(45)	(4)	(36)	(141)	0	0	(1 060)	(442)	(1 502)
Disposals – accumulated depreciation	64	240	709	39	54	123	657	0	0	1 886	0	1 886
Net value 31/12/2018	669	4 557	3 786	219	8	294	247	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Gross value 31/12/2019	1 711	8 181	12 648	1 026	111	764	947	485	1 675	27 548	23 663	51 211
Accumulated depreciation	(1 042)	(3 625)	(8 861)	(807)	(103)	(469)	(700)	0	0	(15 607)	(5 324)	(20 931)
Net value 01/01/2019	669	4 557	3 786	219	8	294	247	485	1 675	11 940	18 340	30 280
Additions	367	40	302	18	0	10	36	0	153	926	411	1 337
Disposals – gross value	(602)	(724)	(438)	0	0	(20)	(14)	0	(38)	(1 836)	(49)	(1 885)
Depreciation	(107)	(106)	(599)	(47)	(3)	(36)	(115)	0	0	(1 013)	(294)	(1 307)
Disposals – accumulated depreciation	602	712	434	0	0	18	14	0	0	1 780	28	1 808
Net value 31/12/2019	929	4 479	3 486	191	5	266	168	485	1 790	11 799	18 435	30 234
Gross value 31/12/2019	1 476	7 497	12 512	1 044	111	754	969	485	1 790	26 638	24 025	50 663
Accumulated depreciation	(547)	(3 018)	(9 026)	(854)	(106)	(487)	(801)	0	0	(14 840)	(5 590)	(20 430)

An inventory of the BIPM non-historical assets carried out on 31 December 2018 led to the scrapping of part of the assets. As some of these assets were not fully depreciated on 31 December 2018, this inventory had a negative impact of 175 thousands Euros on the 2018 financial performance.

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

Tangible assets

Since 2016, the BIPM has set a minimum threshold below which additions are not included in the BIPM assets but are charged as expenses.

Standards and scientific equipment

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 166 thousand Euros in 2018 and 153 thousand Euros in 2019.

As of 31 December 2019, the Ionizing Radiation Department was using 20 sealed sources. Following a range of consultations with authorities and contractors that are authorized to dismantle and remove these sources, a provision of 85 thousand Euros was observed at 31 December 2019. This amount was determined, based on quotes or invoices from different contractors for the sources for which they were consulted. It does not take into account the expenses related to the dismantling or removal of the sources for which no quote was received.

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 1 511 thousand Euros at 31 December 2018 and at 1 664 thousand Euros at 31 December 2019.

Buildings

In 2019, major investments in Buildings were:

- the replacement of the high-voltage switch board,
- the renovation and installation of an air-conditioning system in Room 3 of the Observatory for the new Faraday cage,
- the renovation of offices and laboratories in the Marie Curie building,
- the identical replacement of the motorized gate at the main entrance,
- the creation of a space for staff in the Petit Pavillon (cultural and leisure activities).

In 2018, major investments in Buildings were:

- the upgrade of the fire detection system with the replacement of the entire detection facilities and the addition of manual call points in all buildings,
- the creation of an exhibition area in the Pavillon du Mail for the BIPM historical instruments,
- the establishment of a catering area in the Pavillon de Breteuil,
- the refurbishment of stone paving in front of the Nouveau Pavillon,
- the renovation of the delivery platform in front of the Observatory.

Note 4 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Inventories and work in progress		
Raw materials	233	233
Accessories for prototypes	16	18
Work in progress	139	190
Other	0	0
Total Inventories and work in progress	388	441

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2019	2018
At 1 January	441	358
Movement of the year	(53)	84
At 31 December	388	441

In 2017, raw materials, essentially gold (3.2 kg) and platinum-iridium (2.2 kg), which were in a format not readily usable for the BIPM, have been exchanged against a bar of platinum-iridium to produce new mass prototypes. This transaction with Johnson Matthey has been done at almost no cost for the BIPM. Accordingly, at 31 December 2017, inventories of raw materials of platinum-iridium have been valued at net realisable value, i.e. the net selling price used in 2017 for the transaction with Johnson Matthey, which was lower than the cost of purchase.

Note 5 Member States Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Contributions	12 322	12 290
Accession Member State	56	
Total	12 379	12 290

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2019 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2019 as Morocco and Ecuador became Member States on 24 May 2019 and 6 August 2019 respectively. Ecuador was an Associate State until 2018. Morocco paid an entry contribution of 56 thousand Euros.

The total sum of the contributions recognized in 2018 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2018 as Montenegro and Ukraine became Member States on 28 March 2018 and 17 October 2018 respectively. These States were Associates until 2017.

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

	31 December 2018 (non-current part)	31 December 2018 (current part)	31 December 2018 Total discounted value	31 December 2018 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran	1 023	66	1 089	1 089
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States		1 958	1 958	1 958
Total Member States Contributions	1 583	2 024	3 607	3 607

	31 December 2019 (non-current part)	31 December 2019 (current part)	31 December 2019 Total discounted value	31 December 2019 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Islamic Republic of Iran				
Bolivarian Republic of Venezuela	560		560	560
Other Member States	225	1 935	2 160	2 160
Total Member States Contributions	785	1 935	2 720	2 720

The total of outstanding Contributions are as follows:

Contributions of Other Member States (current part)	1 935
Settlement from Cameroon in 2014 after the State had been excluded	14
Outstanding Contributions	1 949

On the liability side, the breakdown of Advances from Member States is as follows:

	31 December 2018 (non-current part)	31 December 2018 (current part)	31 December 2018 Total discounted value	31 December 2018 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		142	142	142
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	142	1 526	1 526

	31 December 2019 (non-current part)	31 December 2019 (current part)	31 December 2019 Total discounted value	31 December 2019 Total nominal value
(in thousands of Euros)				
Bolivarian Republic of Venezuela		160	160	160
Islamic Republic of Iran	1 385	0	1 385	1 385
Total Advances from Member States	1 385	160	1 545	1 545

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives

conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon (excluded on 22 October 2012), the Democratic People's Republic of Korea (excluded on 22 October 2012), the Dominican Republic (excluded on 31 December 2014), the Islamic Republic of Iran and the Bolivarian Republic of Venezuela.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears was 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions had been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid in a timely and consistent manner to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et du Développement international* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States were automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, were withdrawn in 2012. The Advances made to the BIPM by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognized. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

A rescheduling agreement was concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. However the Dominican Republic failed to pay the agreed amounts and was automatically excluded on 31 December 2014. Its outstanding contribution of 1 204 thousand Euros was withdrawn in 2014 and the Advances made to the BIPM by the other Member States of 1 155 thousand Euros has been derecognized in 2014. These amounts are contingent assets and contingent liabilities. Concerning the Islamic Republic of Iran,

an amendment to the rescheduling agreement has been signed on 14 November 2014. In order to allow the CGPM to duly address the position of the Islamic Republic of Iran at its 26th meeting, the CIPM has decided to freeze provisionally the effects of the Rescheduling Agreement made in 2012 through a new agreement that *inter alia* requires continuity in payment of the Member State contribution by the Islamic Republic of Iran in the year it is due. The sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement, which amount to 337 thousand Euros, have been segregated as reserved cash (see note 9).

During its 26th meeting in 2018, the CGPM took a decision on 14 November 2018 to exclude the Bolivarian Republic of Venezuela:

- The CGPM notes the recommendation of the CIPM under Decision CIPM/107-05 of June 2018. The CGPM endorses this recommendation and decides that the Bolivarian Republic of Venezuela, which has persisted in its failure to fulfil its financial obligations, shall be excluded as a State Party to the Metre Convention with immediate effect.

The CGPM in Resolution 5 adopted at its 26th meeting (2018) decided that the CIPM shall implement Article 6 paragraph 8 of the Annexed Regulations, and that the CIPM shall address the situation where historical practice has resulted in the accumulation of arrears. Pursuant to this resolution, the CIPM decided that the BIPM shall inform States that have previously been notified of accumulated arrears exceeding the six-year period, that the amounts due are those equal to the first six years of default.

The CIPM decided that any amounts paid by such States that constitute accumulated arrears exceeding the six-year period, may be considered when calculating their contribution, and entry contribution, following their re-engagement. This decision does not address the associated advances made by Member States, which shall be considered separately by the CIPM in the context of Resolution 5.

As Iran had arrears dating back to 1976, compliance with Article 6 paragraph 8 of the Annexed Regulations to the Metre Convention should have led to the exclusion of Iran in 1983. However, historical practice has resulted in the accumulation of undue arrears amounting to 1 336 thousand Euros for the period 1983 – 2011.

Therefore, following the decision made by the CIPM in October 2019, undue arrears for the period 1983 – 2011 were written off by the recognition of an uncollectible debt loss linked to the Iranian debt concerning the 1983 – 2011 contributions, for a total amount of 1 331 thousand Euros (Revaluation of assets in the context of Resolution 5).

Note 6 Subscriptions of Associate States and Economies

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Subscriptions of Associates	935	967

The total sum of subscriptions recognized in 2019 is lower than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2019. Ecuador became Member State and is therefore no longer an Associate of the CGPM in 2019.

The total sum of subscriptions recognized in 2018 was lower than that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE* for 2018. Kuwait and Uzbekistan became Associates of the CGPM on 23 March 2018 and 13 July 2018 respectively. Montenegro and Ukraine (previously Associates) became Member States and were

therefore no longer Associates of the CGPM in 2018. Yemen was excluded on 1 January 2018 and this exclusion had been notified to the State on 17 May 2017.

On the asset side, the breakdown of Associates States and Economies Subscriptions, outstanding at the end of the period, is as follows:

	31 December 2018 (non-current part)	31 December 2018 (current part)	31 December 2018 Total Nominal value
(in thousand Euros)			
Other Associates	0	348	348
Total Subscriptions of Associates	0	348	348

	31 December 2019 (non-current part)	31 December 2019 (current part)	31 December 2019 Total Nominal value
(in thousand Euros)			
Other Associates	0	393	393
Total Subscriptions of Associates	0	393	393

The total of Outstanding Subscriptions is as follows:

Subscriptions of Other Associates (current part)	393
Outstanding Subscriptions	393

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
VAT receivable	201	392
Prepayments	201	193
Other receivables	26	16
Total Other receivables	428	601

Note 8 Financial assets

A breakdown of fair value of financial assets is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Receivables of the Social Loans Fund	34	50
Bonds (current)	0	0
Bonds (non-current)	833	831
Total	867	881

Note 9 Cash and cash equivalent

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2019
Cash	795	923	29		1 747
Cash equivalent	15 579	95			15 674
Total	16 374	1 018	29		17 421

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	Other	Total 31 December 2018
Cash	974	806	71	0	1 851
Cash equivalent	14 588	90		0	14 678
Total	15 562	896	71	0	16 529

A breakdown of cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	296	392
Invoices not received as at 31 December	143	144
Current payables	541	878
Payables - Employee benefits	301	420
Other payables	276	258
BIPM Pension and Provident Fund	0	0
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	849	678
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	95	81
Payment from the Islamic Republic of Iran – sums due for 2013 and 2014 as per the Rescheduling Agreement	0	337
Reserve Fund for Health Insurance	242	242
Staff social loans Fund	0	0
Reserve Fund	8 711	8 265
Unreserved cash (Ex-Capital Investment Fund)	5 966	4 834
Total	17 421	16 529

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2019	2018
Salaries	4 678	4 606
Family and social allowances	1 014	1 114
Social contributions	358	346
Current staff cost	6 050	6 066
Staff cost included in BIPM assets during the period	(153)	(166)
Staff operating expenses	5 897	5 900
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	260	402
Change in health insurance provision	1 508	(441)
Change in retirement indemnity provision	39	13
Total staff cost	7 464	5 874

Number of staff

	31 December 2019	31 December 2018
Staff members under indefinite-term appointment	66	65
Staff members under fixed-term appointment	5	7
Staff seconded to the BIPM	6	9
Total number of staff	77	81

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 550 thousand Euros in 2019 and 2 550 thousand Euros in 2018.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Annual leave provision	296	392
Retirement indemnity provision	7	4
Other current employee benefits	5	28
Total current employee benefits	308	424

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non-current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Retirement indemnity provision	336	300
Health insurance provision	17 555	16 235
Total non-current employee benefits	17 891	16 535

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Change in health care and retirement indemnity provision.

Health insurance provision

In 2014 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years: previous review was in 2009. The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	17 555	16 235
Health insurance provision	17 555	16 235

<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	701	701
Interest costs	254	215
Actuarial (Gains) losses	553	(1 357)
Change in health insurance provision	1 508	(441)

Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)

Discount rate at the end of the period (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	0.8 %	1.6 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	2.02 %	2.43 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on health insurance provision	5 679	(4 155)

Note 11 Other current creditors

A breakdown of Other current creditors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	849	678
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	95	81
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	0
Other	260	260
Total Other current creditors	1 204	1 019

Note 12 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Other income		
<i>Metrologia</i>	136	143
Interest revenue	17	16
Grants	205	165
Meeting registration fees	25	5
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Sale of prototypes	56	19
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion gain	50	6
Other	58	25
Total Other income	547	379

Grants

The BIPM received a grant in 2017, 2018 and 2019 for participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 52 thousand Euros, 45 thousand Euros and 53 thousand Euros respectively.

In addition, in 2019, the BIPM received a grant of 56 thousand Euros from the NPL (UK) in the framework of the CBKT programme on Clean Air. Under the same programme, the BIPM received a donation of 27 thousand Euros from PTB (Germany) and a donation of 76 thousand Euros from NIST (USA).

Lastly, the BIPM received a donation of 41 thousands Euros in 2018 (30 750 for 2018 and 10 250 for 2019) from AQSIQ (China) in the framework of the secondment of a staff member from NIM (China).

Sale of prototypes

The BIPM delivered one prototype to SNSU-BSN (Indonesia) in 2019.

Note 13 General services

General services' expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
General services		
Heating, water, electricity	286	283
Insurances	39	42
Publications	8	68
Office expenses	149	144
Meeting expenses	175	364
Capacity Building Knowledge Transfer Program	52	31
Travel and transportation of equipment	240	261
Library	27	29
Bureau of the CIPM	13	45
Total General services	989	1 267

In 2019, meeting expenses were lower than in 2018. The increase in meeting expenses in 2018 is partly due to the 26th meeting of the General Conference on Weights and Measures that was held in November 2018.

Note 14 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Other operating expenses		
Inventory variation	53	(84)
Platinum-iridium	0	0
Audit/review	66	46
Fair value adjustments on financial assets	0	0
Unwinding of the discount	0	0
Foreign currency conversion loss	1	10
Net value of scrapped or sold assets	39	175
Other	0	37
Total Other operating expenses	159	184

Note 15 Current payables

(in thousand Euros)	31 December 2019	31 December 2018
French suppliers	513	843
Foreign suppliers	28	35
Total Other current payables	541	878

Supplier invoices are recorded at their date of issue and concern all suppliers other than the BIPM staff members. Negative amounts relate to credit notes that will have to be reimbursed to the BIPM by suppliers or to payments made in 2019 for deliveries or services that will be made in 2020.

Note 16 Building maintenance

(in thousand Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Service contracts	301	303
Other	159	184
Total Building maintenance	460	487

2019 BUDGET OUTTURN

(in thousand Euros)	Actual amounts 2019	Budget 2019	Difference
PRODUITS/REVENUE	A	B	A-B
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	12 379	11 980	399
2. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	935	1 251	(316)
3. Intérêts/ <i>Interest</i>	17	50	(33)
4. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	394	55	339
5. <i>Metrologia</i>	136	120	16
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 861	13 456	405
CHARGES/EXPENSES			
A. Personnel/Staff	6 310	6 750	(440)
A.5 Fournisseurs sous contrats / <i>Contract suppliers</i>	301	312	(11)
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	6 611	7 062	(451)
C. Fonctionnement/Site expenses			
C.1 Frais généraux/ <i>Site services</i>	325		
C.2 Frais de bureau/ <i>Office services</i>	141		
C.3 Bibliothèque/ <i>Library</i>	27		
C.4 Informatique/ <i>IT</i>	107		
C.5 Plateforme informatique ILC/ <i>ILC IT Platform</i>	13		
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/ <i>Buildings (maintenance and renovation)</i>	159		
	772	838	(66)
D. Coordination et communication/Coordination and communication			
D.1 Publications / <i>Publications</i>	17		
D.2 Frais de réunion / <i>Cost of meetings</i>	175		
D.3 Voyages / <i>Travels</i>	59		
	251	261	(10)
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses			
E.1 Laboratoires / <i>Laboratory operating</i>	399		
E.2 Atelier / <i>Workshop</i>	47		
E.3 Voyages / <i>Travels</i>	121		
E.4 Transport de matériel / <i>Transport of material</i>	71		
	638	615	18
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	723	855	(132)
G. Investissements - site/Site investment			
G.1 Investissements - informatique / <i>IT capital</i>	2		
G.2 Investissements - bâtiments / <i>Building capital</i>	416		
	418	648	(230)
H. Divers/Miscellaneous	172	486	(314)
TOTAL DES DEPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	12 135	13 315	(1 180)
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE / BUDGET SURPLUS/DEFICIT	1 726	141	1 590

The 2019 budget was adopted by the CIPM in June 2018 and revised in June 2019. It included total expenses for 2019 amounting to 13 315 thousand Euros and total revenue amounting to 13 456 thousand Euros.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains, unwinding of the discount and fair value adjustment.

Expenditures

Expenditures correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Unwinding of the discount,
- Fair value adjustment,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

Expenses

Expenses correspond to expenditures restated:

- minus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included,
- plus depreciation and amortisation.

The 2019 budget outturn shows a net result of 1 726 thousand Euros.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2019 (EUROS)

États Membres / Member States	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS			
		2017	2018	2019	2020
Afrique du Sud / South Africa	31/05/2019			56 306	
Allemagne / Germany	29/07/2019			901 925	
Arabie saoudite / Saudi Arabia	08/11/2019			161 759	
Argentine / Argentina					
Australie / Australia	08/02/2019			329 911	
Autriche / Austria	25/11/2019				103 323
Belgique / Belgium	22/05/2019			124 934	
Brésil / Brazil	06/08/2019		543 168		
Bulgarie / Bulgaria	01/04/2019			56 306	
Canada	12/02/2019			407 548	
Chili / Chile					
Chine / China	06/08/2019			1 118 195	
Colombie / Colombia	09/04/2019			56 306	
Croatie / Croatia	04/03/2019			56 306	
Danemark / Denmark	19/02/2019			82 442	
Égypte / Egypt	03/12/2019		56 687		
Espagne / Spain	28/03/2019			344 875	
États-Unis d'Amérique / United States of America	03/01/2019		797 001		
États-Unis d'Amérique / United States of America	02/09/2019			339 274	
Fédération de Russie / Russian Federation	21/02/2019		238 381		
Fédération de Russie / Russian Federation	14/03/2019			347 500	
Fédération de Russie / Russian Federation	23/12/2019			43 500	
Finlande / Finland	20/03/2019			64 373	
France	06/05/2019			685 937	
Grèce / Greece	05/02/2019			66 490	
Hongrie / Hungary	30/01/2019			56 306	
Inde / India	12/04/2019			104 041	
Indonésie / Indonesia	27/05/2019			71 149	
Irak / Iraq	11/04/2019		28 955	24 898	
Irak / Iraq	09/09/2019			31 363	
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)	16/10/2019		66 941	66 490	54 006
Irlande / Ireland	19/12/2019				56 981
Israël / Israel					
Italie / Italy	04/02/2019			529 099	
Japon / Japan	18/04/2019			1 130 912	
Kazakhstan	01/04/2019			56 306	
Kenya	07/02/2019			56 306	
Malaisie / Malaysia	20/06/2019			56 306	
Mexique / Mexico	27/11/2019			202 577	
Norvège / Norway	20/12/2019				108 424
Nouvelle-Zélande / New Zealand	03/05/2019			56 306	
Pakistan					
Pays-Bas / Netherlands	29/11/2019			209 212	
Pologne / Poland	30/12/2019				124 086
Portugal	27/12/2019				56 372
République de Corée / Republic of Korea	18/04/2019		29 291	258 551	
Roumanie / Romania	01/11/2019			56 306	
Royaume-Uni / United Kingdom	25/10/2019			630 035	
Serbie / Serbia	01/02/2019			56 306	
Singapour / Singapore	31/07/2019			63 102	
Slovaquie / Slovakia	18/12/2019				56 372
Suède / Sweden	25/02/2019			134 957	
Suisse / Switzerland	01/02/2019			160 932	
Tchéquie / Czechia	12/02/2019			56 306	
Thaïlande / Thailand	16/01/2019			56 306	
Tunisie / Tunisia	09/01/2019	56 687			
Turquie / Turkey	01/03/2019			143 709	
Uruguay	03/07/2019			56 306	
Total		56 687	1 760 425	9 567 974	559 564

Contributions		12 187 104	12 177 878	12 209 883
---------------	--	------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania	31/12/2019				56 372
Émirats arabes unis / United Arab Emirates	07/02/2019			85 266	
Slovénie / Slovenia	16/12/2019				56 372
Monténégro / Montenegro	16/12/2019				56 372
Ukraine	20/05/2019			56 306	
Équateur / Ecuador	06/08/2019			51 339	
Équateur / Ecuador	22/11/2019			4 913	

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2019 (EUROS)

États membres / Member states	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS		
	2018	2019	DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
Afrique du Sud / South Africa			31/05/2019
Allemagne / Germany			29/07/2019
Arabie saoudite / Saudi Arabia			08/11/2019
Argentine / Argentina	126 775	125 922	
Australie / Australia			08/02/2019
Autriche / Austria			25/11/2019
Belgique / Belgium			22/05/2019
Brésil / Brazil		539 687	06/08/2019
Bulgarie / Bulgaria			01/04/2019
Canada		4 805	12/02/2019
Chili / Chile		56 326	
Chine / China			06/08/2019
Colombie			09/04/2019
Croatie / Croatia			04/03/2019
Danemark / Denmark			19/02/2019
Égypte / Egypt		56 306	03/12/2019
Espagne / Spain			28/03/2019
États-Unis d'Amérique / United States of America		791 638	02/09/2019
Fédération de Russie / Russian Federation		44 928	23/12/2019
Finlande / Finland			20/03/2019
France			06/05/2019
Grèce / Greece			05/02/2019
Hongrie / Hungary			30/01/2019
Inde / India			12/04/2019
Indonésie / Indonesia			27/05/2019
Irak / Iraq			09/09/2019
Iran (Rép. islamique d') / Iran (Islamic Rep. of)			16/10/2019
Irlande / Ireland			19/12/2019
Israël / Israel		60 702	
Italie / Italy			04/02/2019
Japon / Japan			18/04/2019
Kazakhstan			01/04/2019
Kenya			07/02/2019
Malaisie / Malaysia			20/06/2019
Mexique / Mexico			27/11/2019
Norvège / Norway			20/12/2019
Nouvelle-Zélande / New Zealand			03/05/2019
Pakistan	56 687	56 306	
Pays-Bas / Netherlands			29/11/2019
Pologne / Poland			30/12/2019
Portugal			27/12/2019
République de Corée / Republic of Korea		29 291	18/04/2019
Roumanie / Romania			01/11/2019
Royaume-Uni / United Kingdom			25/10/2019
Serbie / Serbia			01/02/2019
Singapour / Singapore			31/07/2019
Slovaquie / Slovakia			18/12/2019
Suède / Sweden			25/02/2019
Suisse / Switzerland			01/02/2019
Tchéquie / Czechia			12/02/2019
Thaïlande / Thailand			16/01/2019
Tunisie / Tunisia	56 687	56 306	09/01/2019
Turquie / Turkey			
Uruguay / Uruguay			03/07/2019
Total	240 157	1 822 218	

Contributions	12 177 878	12 209 883
---------------	------------	------------

États ayant adhéré après la 25^e réunion de la CGPM (2014)
States having acceded after the 25th meeting of the CGPM (2014)

Lituanie / Lithuania			31/12/2019
Émirats arabes unis / United Arab Emirates			07/02/2019
Slovénie / Slovenia			16/12/2019
Monténégro / Montenegro			16/12/2019
Ukraine			20/05/2019
Équateur / Ecuador			22/11/2019
Maroc / Morocco		112 612 *	

* Contribution d'entrée comprise/Included entrance contribution

5. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2019 (EUROS)

Associés / Associates	DATE DE PAIEMENT / DATE OF PAYMENT	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS				
		2017	2018	2019	2020	2021
Albanie / Albania	15/05/2019			11 975		
Azerbaïdjan / Azerbaijan						
Bangladesh	30/12/2019			11 980		
Bélarus / Belarus	05/06/2019			50 675		
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)	14/02/2019			11 980	166	
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina	25/03/2019			11 980		
Botswana	15/03/2019			11 980		
CARICOM						
Costa Rica	10/04/2019			50 675	5 631	
Cuba						
Équateur / Ecuador	09/04/2019		50 675			
Estonie / Estonia	30/01/2019			42 936		
Éthiopie / Ethiopia	28/03/2019			11 980		
Macédoine du Nord / North Macedonia	26/06/2019			11 980		
Géorgie / Georgia	08/02/2019			11 980		
Ghana	20/02/2019			11 980		
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)	25/02/2019			31 676		
Jamaïque / Jamaica	15/01/2019	8 446				
Jamaïque / Jamaica	18/02/2019	8 446				
Jamaïque / Jamaica	27/03/2019			11 980		
Jamaïque / Jamaica	17/09/2019	21 468				
Koweït / Kuwait	18/07/2019			40 221		
Lettonie / Latvia	04/12/2019				51 490	
Luxembourg	07/02/2019			11 980		
Malte / Malta	11/01/2019			11 980		
Maurice / Mauritius	14/02/2019			11 980		
Mongolie / Mongolia	29/04/2019			11 980		
Namibie / Namibia	23/05/2019		11 980			
Namibie / Namibia	05/07/2019			11 980		
Oman	15/04/2019			15 980		
Ouzbékistan / Uzbekistan	12/06/2019			11 980		
Panama						
Paraguay	24/06/2019				5 998	1 712
Pérou / Peru	22/08/2019			38 098		
Pérou / Peru	28/11/2019			6 289		
Philippines	11/06/2019			14 903	30 304	
Qatar	28/03/2019			38 040		
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic	16/10/2019	11 980	11 980	11 980		
République de Moldova / Republic of Moldova	21/05/2019			11 980		
Seychelles	27/09/2019		11 980			
Soudan / Sudan						
Sri Lanka						
Taipei chinois / Chinese Taipei	29/03/2019			53 454		
Tanzanie / Tanzania	15/04/2019			11 963		
Viet Nam	21/02/2019			50 675		
Zambie / Zambia	19/09/2019			11 980		
Zimbabwe						
Total		50 340	86 615	673 200	93 589	1 712

Souscriptions / Subscriptions		1 115 833	989 106	986 168		
-------------------------------	--	-----------	---------	---------	--	--

6. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2019 (EUROS)

Associés / Associates	EXERCICES / FINANCIAL PERIODS				DATE DU DERNIER PAIEMENT / DATE OF LAST PAYMENT
	2016	2017	2018	2019	
Albanie / Albania					15/05/2019
Azerbaïdjan / Azerbaijan			11 980	11 980	
Bangladesh					30/12/2019
Bélarus / Belarus					05/06/2019
Bolivie (État plurinational de) / Bolivia (Plurinational State of)					14/02/2019
Bosnie-Herzégovine / Bosnia and Herzegovina					25/03/2019
Botswana					15/03/2019
CARICOM				8 060	
Costa Rica					10/04/2019
Cuba	19 879	50 675	50 675	50 675	
Équateur / Ecuador					05/07/2019
Estonie / Estonia					30/01/2019
Éthiopie / Ethiopia					28/03/2019
Géorgie / Georgia					08/02/2019
Ghana					20/02/2019
Hong Kong (Chine) / Hong Kong (China)					25/02/2019
Jamaïque / Jamaica	21 468				17/09/2019
Koweït / Kuwait					18/07/2019
Lettonie / Latvia					04/12/2019
Luxembourg					07/02/2019
Macédoine du Nord / North Macedonia					26/06/2019
Malte / Malta					11/01/2019
Maurice / Mauritius					14/02/2019
Mongolie / Mongolia					29/04/2019
Namibie / Namibia					05/07/2019
Oman					15/04/2019
Ouzbékistan / Uzbekistan					12/06/2019
Panama		537	50 675	50 675	
Paraguay					24/06/2019
Pérou / Peru					28/11/2019
Philippines					11/06/2019
Qatar					28/03/2019
République arabe syrienne / Syrian Arab Republic					16/10/2019
République de Moldova / Republic of Moldova					21/05/2019
Seychelles				11 980	27/09/2019
Soudan / Sudan				11 980	
Sri Lanka				11 980	
Taipei chinois / Chinese Taipei					29/03/2019
Tanzanie / Tanzania					15/04/2019
Viet Nam					21/02/2019
Zambie / Zambia					19/09/2019
Zimbabwe		11 980	11 980	11 980	
Total	41 347	63 192	125 310	169 311	
Souscriptions / Subscriptions	928 342	1 115 833	989 106	986 168	

7. — BUDGET FOR 2020

(in thousands of Euros)

PRODUITS/REVENUE	
1. Contributions des États Membres/Contributions from Member States	12 357
2. Accessions prévues /Projected accessions	398
3. Souscriptions des Associés/Subscriptions from Associates	629
4. Recettes diverses/Miscellaneous income	225
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	13 609
CHARGES/EXPENSES	
A. Personnel/Staff	6 987
A5. Fournisseurs sous contrat/Contract suppliers	344
	7 331
B. Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund	2 550
C. Fonctionnement - site/Site expenses	
C.1 Frais généraux/Site services	
C.2 Frais de bureau/Office services	
C.3 Bibliothèque/Library	
C.4 Informatique/IT	
C.5 Plateforme informatique ILC/ILC IT platform	
C.6 Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)	
	887
D. Coordination et communication/Coordination and communication	
D.1 Publications/Publications	
D.2 Frais de réunion/Cost of meetings	
D.3 CBKT	
D.4 Voyages/Travels	
	322
E. Fonctionnement - laboratoires/Laboratory operating expenses	
E.1 Laboratoires/Laboratory operating	
E.2 Atelier/Workshop	
E.3 Voyages/Travels	
E.4 Transport de matériel/Transport of material	
	758
F. Investissements - laboratoires/Laboratory capital expenses	730
G. Investissements - site/Site investment	
G.1 Investissements - informatique/IT capital	
G.2 Investissements - bâtiments/Building capital	
	555
H. Divers/Miscellaneous	306
TOTAL DES DÉPENSES/TOTAL EXPENDITURES (A,B,C,D,E,F,G,H)	13 439
SOLDE BUDGÉTAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET SURPLUS/DEFICIT	170

8. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2020

État Membre		Contribution for UN Scale for 2019-2021	Contribution for 2019 on UN Scale for 2016- 2018/€	Contribution for 2019 on UN Scale for 2019- 2021/€	Difference/€	Contribution for 2020/€	Total due for 2020/€	Member State
Afrique du Sud	*	0.272	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	South Africa
Allemagne		6.090	901 925	920 499	18 574	923 272	941 846	Germany
Arabie saoudite		1.172	161 779	177 147	15 368	177 681	193 048	Saudi Arabia
Argentine		0.915	125 922	138 302	12 379	138 718	151 098	Argentina
Australie		2.210	329 911	334 040	4 129	335 046	339 175	Australia
Autriche		0.677	101 641	102 328	687	102 636	103 323	Austria
Belgique		0.821	124 934	124 094	-840	124 467	123 627	Belgium
Brésil		2.948	539 687	445 588	-94 099	446 930	352 831	Brazil
Bulgarie	*	0.046	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Bulgaria
Canada		2.734	412 353	413 242	889	414 487	415 376	Canada
Chili		0.407	56 326	61 518	5 192	61 703	66 895	Chile
Chine	*	12.005	1 118 195	1 108 629	-9 566	1 143 473	1 133 907	China
Colombie	*	0.288	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Colombie
Croatie	*	0.077	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Croatia
Danemark		0.554	82 442	83 737	1 294	83 989	85 283	Denmark
Égypte	*	0.186	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Egypt
Émirats arabes unis		0.616	85 266	93 108	7 842	93 388	101 231	United Arab Emirates
Espagne		2.146	344 875	324 366	-20 508	325 343	304 835	Spain
États-Unis d'Amérique	*	22,000	1 130 912	1 108 629	-22 283	1 143 473	1 121 190	United States of America
Fédération de Russie		2.405	435 928	363 514	-72 414	364 609	292 195	Russian Federation
Finlande		0.421	64 373	63 634	-739	63 826	63 087	Finland
France		4.427	685 937	669 138	-16 799	671 153	654 354	France
Grèce	*	0.366	66 490	55 467	-11 023	57 211	46 188	Greece
Hongrie	*	0.206	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Hungary
Inde		0.834	104 041	126 059	22 017	126 438	148 456	India
Indonésie		0.543	71 149	82 074	10 925	82 321	93 246	Indonesia
Irak	*	0.129	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Iraq
Iran (Rép. islamique d')		0.398	66 490	60 157	-6 333	60 339	54 006	Iran (Islamic Rep. Of)
Irlande	*	0.371	56 306	56 076	-230	57 211	56 981	Ireland
Israël		0.490	60 702	74 063	13 361	74 286	87 647	Israel
Italie		3.307	529 099	499 851	-29 249	501 356	472 108	Italy
Japon	*	8.564	1 130 912	1 108 629	-22 283	1 143 473	1 121 190	Japan
Kazakhstan	*	0.178	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Kazakhstan
Kenya	*	0.024	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Kenya
Lituanie	*	0.071	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Lithuania
Malaisie	*	0.341	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Malaysia
Mexique		1.292	202 577	195 285	-7 292	195 873	188 581	Mexico
Monténégro	*	0.004	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Montenegro
Norvège		0.754	119 852	113 967	-5 885	114 310	108 424	Norway
Nouvelle-Zélande	*	0.291	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	New Zealand
Pakistan	*	0.115	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Pakistan
Pays-Bas		1.356	209 212	204 958	-4 253	205 576	201 323	Netherlands
Pologne		0.802	118 723	121 222	2 499	121 587	124 086	Poland
Portugal	*	0.350	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Portugal
République de Corée		2.267	287 842	342 655	54 813	343 688	398 501	Republic of Korea
Roumanie	*	0.198	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Romania
Royaume-Uni		4.567	630 035	690 299	60 264	692 378	752 642	United Kingdom
Serbie	*	0.028	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Serbia
Singapour		0.485	63 102	73 307	10 205	73 528	83 733	Singapore
Slovaquie	*	0.153	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Slovakia
Slovénie	*	0.076	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Slovenia
Suède		0.906	134 957	136 941	1 984	137 354	139 338	Sweden
Suisse		1.151	160 932	173 973	13 041	174 497	187 538	Switzerland
Tchéquie	*	0.311	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Czechia
Thaïlande	*	0.307	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Thailand
Tunisie	*	0.025	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Tunisia
Turquie		1.371	143 709	207 226	63 516	207 850	271 366	Turkey
Ukraine	*	0.057	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Ukraine
Uruguay	*	0.087	56 306	55 467	-839	57 211	56 372	Uruguay
Sous-total		96.192	12 209 883	12 184 941		12 356 526	12 331 584	Subtotal

States having acceded after the 26th meeting of the CGPM

Équateur	*	0.080				57 211	57 211	Ecuador
Maroc	*	0.055				57 211	57 211	Morocco
Total						12 470 947	12 446 006	Total

*. Member State paying the maximum or minimum contribution

**9. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATE STATES AND ECONOMIES
OF THE CGPM FOR 2020**

Associé	UN Scale for 2019-2021	Subscription for 2019 on UN Scale for 2016-2018/€	Subscription for 2019 on UN Scale for 2019-2021/€	Difference/€	Subscription for 2020/€	Total due for 2020/€	Associate	
Albanie	0.008	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Albania	
Azerbaïdjan	0.049	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Azerbaijan	
Bangladesh	0.010	11 980	11 980	0	12 357	12 357	Bangladesh	
Bélarus	#	0.049	50 675	0	51 490	51 490	Belarus	
Bolivie (État plurinational de)		0.016	11 980	0	12 357	12 357	Bolivia (Plurinational State of)	
Bosnie-Herzégovine		0.012	11 980	0	12 357	12 357	Bosnia and Herzegovina	
Botswana		0.014	11 980	0	12 357	12 357	Botswana	
Costa Rica	#	0.062	50 675	0	51 490	51 490	Costa Rica	
Cuba	#	0.080	50 675	0	51 490	51 490	Cuba	
Estonie	#	0.039	42 936	0	51 490	51 490	Estonia	
Éthiopie		0.010	11 980	0	12 357	12 357	Ethiopia	
Géorgie		0.008	11 980	0	12 357	12 357	Georgia	
Ghana		0.015	11 980	0	12 357	12 357	Ghana	
Jamaïque		0.008	11 980	0	12 357	12 357	Jamaica	
Koweït		0.252	40 221	-2 131	38 204	36 073	Kuwait	
Lettonie	#	0.047	50 675	0	51 490	51 490	Latvia	
Luxembourg		0.067	11 980	0	12 357	12 357	Luxembourg	
Macédoine du Nord		0.007	11 980	0	12 357	12 357	North Macedonia	
Malte		0.017	11 980	0	12 357	12 357	Malta	
Maurice		0.011	11 980	0	12 357	12 357	Mauritius	
Mongolie		0.005	11 980	0	12 357	12 357	Mongolia	
Namibie		0.009	11 980	0	12 357	12 357	Namibia	
Oman		0.115	15 980	17 382	1 403	17 435	18 837	Oman
Ouzbékistan		0.032	11 980	0	12 357	12 357	Uzbekistan	
Panama	#	0.045	50 675	0	51 490	51 490	Panama	
Paraguay		0.016	11 980	0	12 357	12 357	Paraguay	
Pérou	#	0.152	44 387	45 135	749	51 490	52 238	Peru
Philippines	#	0.205	45 207	46 737	1 531	51 490	53 020	Philippines
Qatar		0.282	38 040	42 624	4 584	42 752	47 337	Qatar
République arabe syrienne		0.011	11 980	0	12 357	12 357	Syrian Arab Republic	
République de Moldova		0.003	11 980	0	12 357	12 357	Republic of Moldova	
Seychelles		0.002	11 980	0	12 357	12 357	Seychelles	
Soudan		0.010	11 980	0	12 357	12 357	Sudan	
Sri Lanka		0.044	11 980	0	12 357	12 357	Sri Lanka	
Tanzanie		0.010	11 980	0	12 357	12 357	Tanzania	
Viet Nam	#	0.077	50 675	50 675	0	51 490	51 490	Viet Nam
Zambie		0.009	11 980	0	12 357	12 357	Zambia	
Zimbabwe		0.005	11 980	0	12 357	12 357	Zimbabwe	
Total	1.813	842 303	848 437	6 135	883 068	889 202	Total	

Associé	UN Scale for 2019-2021	Subscription for 2019 on UN Scale for 2016-2018/€	Subscription for 2019 on UN Scale for 2019-2021/€	Difference/€	Subscription for 2020/€	Total due for 2020/€	Associate Economies	
CARICOM	*	0.062	8 060	9 371	1 311	9 399	10 710	CARICOM
Hong Kong, Chine	**	0.326	31 676	49 275	17 598	49 423	67 021	Hong Kong, China
Taipei chinois	**	0.530	53 454	80 109	26 655	80 350	107 006	Chinese Taipei
Total			93 190	138 755	45 565	139 173	184 738	Total

#. Progressive increase of the subscription following Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting

*. Sum of UN coefficients of eleven participating States.

**. Calculated from GDP data

10. — 2019 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Siège social : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Independent Auditors' Report on the 2019 financial statements

Period ended December 31st, 2019

To the members of the International Committee for Weights and Measures,,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures for the period ended December 31st, 2019. These financial statements were approved by the Director of the Pension and Provident Fund of the BIPM on 29th may 2020 based on the information available at that date and in the evolving context of the Covid-19 pandemic.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2019, which comprise:

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).



Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2018, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

Fund's engagements in terms of pension schemes, survivors' pensions and lump sum retirement indemnities were calculated based on hypothesis consistent with the Regulations, Rules and Instructions of the BIPM pension and Provident Fund.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund overall engagement. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, May 29th, 2020
KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2019	31 December 2018
Assets			
Non-current assets			
Plan assets	9	16 246	14 813
Non-current assets		16 246	14 813
Current assets			
Plan assets	9	0	888
Other receivables	10	10	11
Cash and cash equivalent	9	2 020	1 157
Current assets		2 030	2 056
Total Assets		18 276	16 869
Net Assets			
Net result for the period		(21 321)	7 186
Change in fair value		3 159	1 546
Other reserves		(102 443)	(109 630)
Net Assets		(120 605)	(100 898)
Liabilities			
Non-current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	131 911	111 777
Present value of retirement non-vested benefits	8	3 667	2 745
Non-current liabilities		135 578	114 522
Current liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	3 159	3 154
Other debtors	11	146	89
Current liabilities		3 305	3 243
Total Liabilities		138 883	117 765

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2019	2018
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 550	2 550
Contributions from BIPM staff members	6	667	595
Investment income	9	114	114
Other operating income	12	211	32
Total operating revenue		3 542	3 291
Operating expenses			
Pensions	7	3 162	3 219
Change in pension provision	8	21 412	(7 288)
Other operating expenses	13	175	174
Total operating expenses		24 749	(3 895)
Result from operating activities		(21 207)	7 186
Financial expenses		(114)	0
Result from ordinary activities		(21 321)	7 186
Net result for the period		(21 321)	7 186

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Change in fair value	Other reserves
Balance at 1 January 2014	10 897	1 627	(68 457)
Allocation of prior period net result	(10 897)		10 897
Change in fair value		50	
Net result for the period	(43 247)		
Balance at 31 December 2014	(43 247)	1 677	(57 560)
Allocation of prior period net result	43 247		(43 247)
Change in fair value		341	
Net result for the period	9 062		
Balance at 31 December 2015	9 062	2 018	(100 807)
Allocation of prior period net result	(9 062)		9 062
Change in fair value		82	
Net result for the period	(18 200)		
Balance at 31 December 2016	(18 200)	2 100	(91 745)
Allocation of prior period net result	18 200		(18 200)
Change in fair value		96	
Net result for the period	315		
Balance at 31 December 2017	315	2 196	(109 945)
Allocation of prior period net result	(315)		315
Change in fair value		(650)	
Net result for the period	7 186		
Balance at 31 December 2018	7 186	1 546	(109 630)
Allocation of prior period net result	(7 186)		7 186
Change in fair value		1 613	
Net result for the period	(21 321)		
Balance at 31 December 2019	(21 321)	3 159	(102 444)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2019	2018
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 550	2 550
Contributions from BIPM staff members		663	592
Pensions		(3 442)	(3 242)
Other operating expenses		(187)	(143)
Total cash flows from operating activities		(416)	(243)
Cash flows from investing activities			
Cash disbursements to buy new financial assets		(514)	(1 687)
Cash receipts from held to maturity assets and sale of financial assets		1 679	100
Investment income		114	114
Total cash flows from investing activities		1 279	(1 473)
Cash flows from financing activities		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		863	(1 716)
Cash and cash equivalent at the beginning of period		1 157	2 873
Cash and cash equivalent at the end of period	9	2 020	1 157

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the General Conference on Weights and Measures (CGPM) at its 3rd meeting for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the General Conference on Weights and Measures at its 10th meeting, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and

- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Post closing events

Between 31 December 2019 (closing date of the financial year) and 29 May 2020 (reporting date) the covid-19 health crisis started, which increased volatility in international financial markets.

However, the portfolio of financial assets of the BIPM Pension and Provident Fund showed good resilience with a decrease of its value lower than 7 % at 30 April 2020.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSASs adopted for the 2019 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2019 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements).

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds.

Bonds and other financial instruments are classified as available for sale, valued at fair value. Changes in fair value are recognized in a separate component of net assets. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. This is the reason why mutual investment funds are classified as non-current financial assets.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their fair value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

The BIPM Pension and Provident Fund credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are three Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2017.

In 2014, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years' service, is entitled to a retirement pension, whose amount depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he/she is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he/she is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he/she is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he/she is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

For staff members recruited after 1 January 2017:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 65th birthday, if he/she is aged 57 years or more on 1 January 2017;
- 66th birthday, if he/she is over 52 but not more than 57 years of age on 1 January 2017;
- 67th birthday, if he/she is less than 52 of age on 1 January 2017.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$N \times 0.019 \times S \times 1.085$.

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 36.84.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 60 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 60 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounted to 2 550 thousand Euros in 2018 and 2 550 thousand Euros in 2019.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution is deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status. The contribution rate for staff recruited before 1 January 2017 amounts to 11.5 % in 2017, 12.5 % in 2018, 13.5 % in 2019 and will amount to 14.5 % in 2020. The contribution rate for staff recruited as of 1 January 2017 amounts to 15 %. The contribution rate was equivalent to 10 % for all staff members until 31 December 2016. The contribution amounted to 667 thousand Euros in 2019 and 595 thousand Euros in 2018.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2019	31 December 2018
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	48	46
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	23	24
Total number of staff	71	70

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 3 219 thousand Euros in 2018 and 3 162 thousand Euros in 2019.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2019	31 December 2018
Retirement pensions	54	56
Reversion pensions	14	12
Deferred pensions	7	7
Orphans' pensions	3	3
Invalidity allowances	1	1
Total number of pensions served	79	79

Note 8 Pension provision

	31 December 2019	31 December 2018
<i>(in thousands of Euros)</i>		
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions (non-current)	64 949	60 707
Present value of vested retirement benefits for served pensions (current)	3 159	3 154
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years) (non-current)	66 962	51 070
Present value of vested retirement benefits	<u>135 070</u>	<u>114 931</u>
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years) (non-current)	3 667	2 745
Pension provision	138 737	117 676
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	4 018	4 326
Interest costs	1 832	1 582
Benefits paid	(3 511)	(3 215)
Actuarial (Gains) losses	18 722	(9 981)
Change in pension provision	21 061	(7 288)
<i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Point value	1.1971	1.1806
Discount rate (Iboxx Corporate Bonds AA 10+)	0.8 %	1.6 %
Annual salary increase	1.5% + BIPM point revalorization	1.5% + BIPM point revalorization
Inflation rate (long term)	1.7 %	1.8 %
<i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	TGH/TGF 05	TGH/TGF 05
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age (see note 3)	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Retirement mode	Employee voluntary leave	Employee voluntary leave
Early retirement	None	None
Death lump sum payment	None	None
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
<i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used in 2013 is the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

The mortality tables used since 2014 are the French mortality tables, which are the regulatory mortality tables for women (TGF05) and men (TGH05) used in France by insurance companies to value annuities of life insurance contracts. The choice of TGF/TGH05 mortality tables is justified by the location of staff being in France. They benefit from the same medical facilities as the French population and live in comparable circumstances, and therefore are expected to have a similar life expectancy. This assumption worsens the current balance compared to the ICSLT 2008 table used in 2013, which is a mortality table for international civil servants based in Europe. The latter table generally shows a shorter life expectancy than the French mortality tables and is based on a smaller population.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2018:

Using a discount rate at 1.35 %, the total liability would have amounted to 123 991 thousand Euros instead of 117 676 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2018 using a discount rate at 1.60 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.85 %, the total liability would have amounted to 111 848 thousand Euros.

- At 31 December 2019:

Using a discount rate at 0.55 %, the total liability would have amounted to 146 765 thousand Euros instead of 138 737 thousand Euros as it has been estimated as at 31 December 2019 using a discount rate at 0.80 %.

On the other hand, using a discount rate at 1.05 %, the total liability would have amounted to 131 355 thousand Euros.

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2019	Total 31 December 2018
Cash	1 998	1 135
Cash equivalent	22	22
Total	2 020	1 157

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2019	Total 31 December 2018
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	7 959	7 263
- United States of America		
- Japan		
- Asia other than Japan	757	637
- Others		
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	8 716	7 900
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone with largest holding 2 025 and 2029	7 530	7 801
<i>Total Bonds</i>	7 530	7 801
Total	16 246	15 701

A breakdown of fair value of plan assets under current / non-current assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2019	Total 31 December 2018
Bonds	7 530	6 913
Other financial instruments	8 716	7 900
Non-current	16 246	14 813
Bonds	0	888
Current	0	888
Total	16 246	15 701

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

	Total 31 December 2019	Total 31 December 2018
(in thousands of Euros)	7 530	7 801
1-3 years	2.70 %	13.99 %
4-5 years	0.00 %	0.00 %
6-7 years	50.06 %	31.66 %
8-10 years	38.88 %	27.13 %
> 10 years	8.36 %	27.21 %
Total	100.00 %	100.00 %

Investment income relates to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Mutual investment funds (shares)		
Bonds	114	114
Cash equivalent	0	0
Cash		
Total Investment income	114	114

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Income receivables	10	11
Total Other receivables	10	11

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2019	31 December 2018
Suppliers	81	24
Transactions with the BIPM	65	65
Total Other debtors	146	89

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Change in fair value	95	0
Gain on asset disposal	94	32
Foreign currency conversion gains	22	0
Total Other operating income	211	32

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2019	12 months ended 31 December 2018
Foreign currency conversion loss	0	5
Other operating expenses	174	170
Total Other operating expenses	174	175

11. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

AQSIQ	General Administration of Quality Supervision, Inspection and Quarantine (China)
BIPM	<i>Bureau international des poids et mesures</i> / International Bureau of Weights and Measures
CARICOM	Caribbean Community
CBKT	Capacity Building and Knowledge Transfer
CGPM	<i>Conférence générale des poids et mesures</i> / General Conference on Weights and Measures
CIPM	<i>Comité international des poids et mesures</i> / International Committee for Weights and Measures
EBITDA	Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization
GBP	British Pound
GDP	Gross Domestic Product
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICSLT	International Civil Servants Life Table
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ILC	International Liaison and Communication Department
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
NIM	National Institute of Metrology (China)
NIST	National Institute of Standards and Technology (United States of America)
NMI	National Metrology Institute
NPL	National Physical Laboratory (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
PPE	Property, plant and equipment
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Germany)
RMO	Regional Metrology Organization
SNSU-BSN	National Measurement Standard - National Standardization Agency of Indonesia (Indonesia)
TGF	<i>Table par génération des femmes</i> / Mortality table by generation for women
TGH	<i>Tables par génération des hommes</i> / Mortality table by generation for men
UN	United Nations
USD	US Dollar
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

T. USUDA

Tsukuba

25 juin 2020

Le Président

W. LOUW

Pretoria

25 juin 2020

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

T. USUDA

Tsukuba

25 June 2020

The President

W. LOUW

Pretoria

25 June 2020
